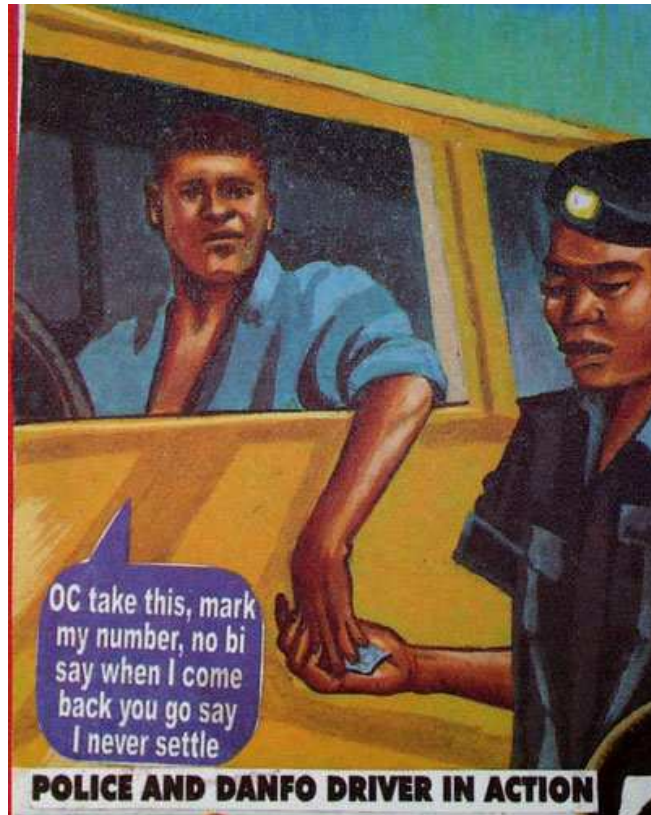


1

La lutte contre la corruption



Une affiche anti-corruption au Nigéria ↑

Traduction : police et le conducteur de de minibus (le « danfo ») en action: « OC (Officier), prenez ceci et notez mon numéro d'immatriculation, ainsi vous ne direz pas que je ne vous ai pas réglé [lorsque je repasserais, de nouveau à votre poste de contrôle, au retour de ma tournée] ».

Source : http://www.interet-general.info/article.php3?id_article=11542

Auteur du document : Benjamin LISAN. Email : benjamin.lisan@free.fr

La lutte contre la corruption

0) Sommaire :

- 1) Introduction
- 2) Définitions
- 3) L'étendue de la corruption dans le monde en chiffres
- 4) Les conséquences de la corruption dans le monde
- 5) Exemples de corruptions ordinaires
- 6) Les causes de la corruption
- 7) La mentalité des corrupteurs
- 8) La difficulté de la lutte contre la corruption
- 9) Les solutions contre la corruption
- 10) En conclusion sur la lutte la corruption
- 11) Annexe : Articles de loi contre la corruption
- 12) Annexes : termes en rapport avec la corruption
- 13) Annexes : point de vue des « mis en causes »
- 14) Annexe : estimations de quelques « Biens mal acquis » et restitutions obtenues
- 15) Annexe : Sources d'informations sur la corruption (Internet)
- 16) Annexe : Citations
- 17) Annexe : Bibliographie
- 18) Annexe : ONG luttant contre la corruption
- 19) Annexe : Exemples d'affiches pour des campagnes contre la corruption
- 20) Annexe : Caricatures
- 21) Annexe : Indice de la corruption dans le monde
- 22) Annexe : Les paradis fiscaux.

La lutte contre la corruption

1) Introduction

- La corruption reste un des pire fléaux des pays en voie de développement.
 - Elle contribue à les maintenir dans un état de sous-développement et de pauvreté permanente.
 - Elle est aussi un fléaux les plus difficiles à éradiquer.
 - Elle apparaît aussi comme une question politique très difficile à résoudre.
 - **Elle est cause de la mort d'hommes, ayant cherché à s'y opposer.**
-
- Ce document posera donc les termes de l'équation de la corruption.
 - Il indiquera les solutions envisagées et leurs mises en œuvre et leurs résultats.
 - Page suivante, nous donnerons en chiffres l'étendue de la corruption dans le monde, en démontrant à quel point elle constitue un réel fléau mondial →



Note : Pour la rédaction de ce document, l'auteur relate l'expérience d'autres personnes. Et il les remercie, d'avance, pour les informations précieuses qu'elles lui ont fournies.

Explications accompagnant l'illustration page précédente :

Dans de nombreux pays africains, les postes permanents de contrôle de la police, placés tous les 100 à 200 km sur les routes du pays, ne servent, le plus souvent, qu'à racketter les chauffeurs de minibus, de bus, de camions etc. ... Le terme « Officer in command » (OC) – Commandant officier –, est une marque de déférence donné à un simple policier. Enfin, le dialogue entre le policier et le conducteur de minibus, au Nigéria, est en « pidgin », mélange d'anglais et de dialecte local.



La lutte contre la corruption



2) Définitions

- « *La corruption consiste en l'abus d'un pouvoir reçu en délégation à des fins privées* »[\[1\]](#).
- Action de détourner quelqu'un de son devoir, pour l'engager à faire quelque chose contre l'honneur, moyennant finance (*Droit français*).
- L'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe définit la corruption comme « *l'utilisation et l'abus du pouvoir public à des fins privées* »[\[2\]](#).
- Pour la Commission des communautés européennes, « *la corruption est liée à tout abus de pouvoir ou toute irrégularité commis dans un processus de décision en échange d'une incitation ou d'un avantage indu* ».
- La définition donnée par le Groupe multidisciplinaire sur la corruption du Conseil de l'Europe est légèrement différente : « *la corruption est une rétribution illicite ou tout autre comportement à l'égard des personnes investies de responsabilité dans le secteur public ou le secteur privé, qui contrevient aux devoirs qu'elles ont en vertu de leur statut d'agent d'État, d'employé du secteur privé, d'agent indépendant ou d'un autre rapport de cette nature et qui vise à procurer des avantages indus de quelque nature qu'ils soient, pour eux-mêmes ou pour un tiers* ».

[\[1\] Où et comment prospère la corruption - Transparency International \[archive\]](#)

[\[2\] Rôle des parlements dans la lutte contre la corruption - Conseil de l'Europe \[archive\]](#)

La lutte contre la corruption

2) Définitions (suite)

On distingue :

La grande corruption : c'est une corruption à haut niveau où les décideurs politiques créant et appliquant les lois utilisent leur position officielle pour promouvoir leur bien-être, leur statut ou leur pouvoir personnel.

La petite corruption : c'est la corruption bureaucratique dans l'administration publique.

La Banque mondiale retient les formes suivantes de corruption^[1] :

- Les « dessous de table » : ce sont des versements à des responsables officiels afin qu'ils agissent plus vite, de façon plus souple et plus favorable.
- La « fraude » : c'est la falsification de données, de factures, la collusion etc.
- « L'extorsion » : c'est l'argent obtenu par la coercition ou la force.
- Le « favoritisme » (« Népotisme », « Collusion ») : c'est le fait de favoriser des proches.
- Le « Détournement de fonds » : c'est le vol de ressources publiques par des fonctionnaires.



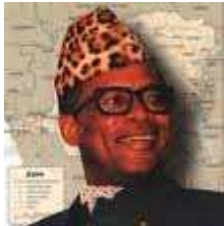
[1] La Corruption : Problématique et Solutions - Claude Jamati, WBI (Atelier Régional sur la Réforme du Secteur de l'Eau et de l'Assainissement en Afrique Francophone).

La lutte contre la corruption

3) L'étendue de la corruption dans le monde en chiffres

- Plus de 1000 milliards de dollars de pots-de-vin sont versés chaque année dans les pays développés et les pays en développement [Banque mondiale, www.worldbank.org]
- La corruption et le transfert de fonds illicites contribuent à la fuite des capitaux en Afrique, où plus de 400 milliards de dollars, dont environ 100 milliards proviendraient du Nigéria, ont été détournés et mis à l'abri à l'étranger.

Nations unies - Office contre la drogue et le crime (OCDC / UNODC).



- Mobutu Sese Seko, qui fut président du Zaïre de 1965 à 1997, aurait puisé dans le Trésor public quelque 5 milliards de dollars, soit le montant qu'atteignait alors la dette extérieure du pays. Nations unies – OCDC / UNODC.
- Le dictateur philippin, F. MARCOS, aurait détourné, entre 1965-1986, 5 à 10 Milliards de \$.
- Investir dans un pays relativement corrompu peut coûter jusque 20 % de plus que dans un pays qui ne l'est pas.

[“Economic Corruption: Some Facts”, Daniel Kaufmann, huitième Conférence internationale contre la corruption, 1997].

- Les pays qui prennent des mesures pour lutter contre la corruption et promouvoir le respect de la légalité pourraient augmenter leur revenu national de 400 %.

[“\$1 Trillion Lost Each Year To Bribery World Bank Says”, UN Wire, 12 avril 2004].

- Selon un rapport sur la justice concernant 48 pays, la corruption judiciaire serait très répandue dans 30 d'entre eux. [Centre pour l'indépendance des magistrats et des avocats, Neuvième rapport annuel sur les attaques contre la justice, mars 1997, février 1999.]

La lutte contre la corruption

3) L'étendue de la corruption dans le monde en chiffres (suite)

- La plupart des pays producteurs de pétrole connaissent généralement un niveau de corruption élevé (T.I., 2005). C'est aussi le cas pour les pays instables.
- Parlements et partis, police et tribunaux sont perçus, partout dans le monde, comme les institutions les plus gangrénées par une corruption quotidienne généralisée, selon un nouveau rapport de l'ONG Transparency International (TI) publié jeudi 6 décembre 2007.
- L'ONG Transparency International indique dans son rapport 2009 que l'Afghanistan et l'Irak, deux pays qui reçoivent des millions de dollars d'aide internationale, font partie des nations les plus corrompues dans le monde. La Somalie est le pays le plus corrompu selon l'ONG, suivie de l'Afghanistan, la Birmanie, le Soudan et l'Irak.



Intérieurs de la résidence privée du président Robert Mugabe, président du Zimbabwe, à Harare, sa capitale.
Source : <http://www.mirror.co.uk/news/top-stories/2008/12/05/mugabe-s-mansion-115875-20434150/>

La lutte contre la corruption

3) L'étendue de la corruption dans le monde en chiffres (suite)



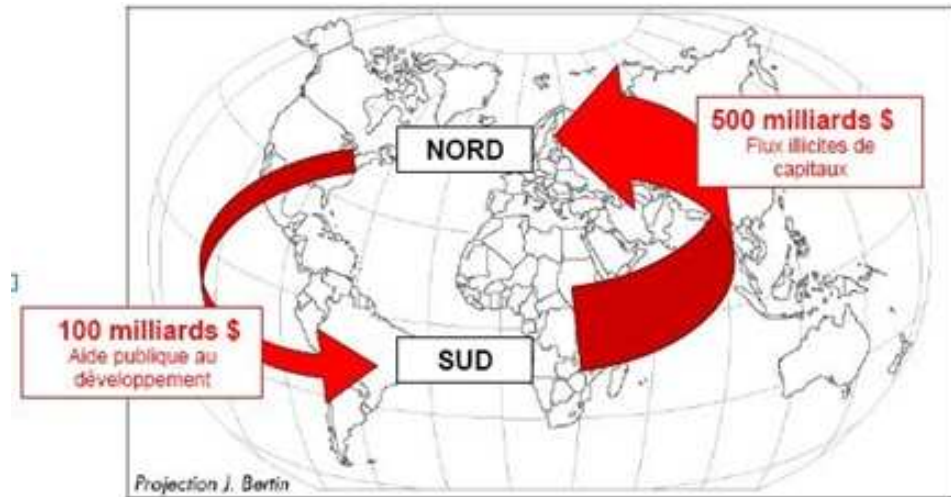
- Dans les pays en voie de développement :
- Chaque année, la corruption fait perdre aux **Etats africains** 25% de leur PIB (U4 Anti-corruption Resource Centre, 2007).
- L'équivalent de 20 à 40% de l'Aide publique au développement est détourné, entre 20 et 40 milliards de dollars/an (Banque Mondiale, *Star report*, 2007).
- 50% de pertes en fonds de santé, pour les hôpitaux et cliniques du Ghana (Transparency International, 2006 *Global Corruption Report*).
- La corruption accélère l'épuisement des ressources naturelles, et notamment des forêts et des pêcheries, important moyen de subsistance pour de nombreuses communautés _ Le gouvernement de l'Indonésie a estimé que la déforestation lui coûte jusqu'à 4 milliards de dollars/an, soit environ cinq fois le budget annuel la Santé (UNDP, *Accelerating Human Development in Asia and the Pacific*, 2008).
- Dans les pays en développement, la corruption a pour conséquence l'augmentation jusqu'à 30% du prix de raccordement d'une maison à un réseau d'eau, ce qui accroît de plus de 48 milliards de dollars le coût de ces réalisations en ce qui concerne l'eau et l'assainissement, soit presque l'équivalent de la moitié de l'aide globale annuelle (*Transparency International, Global Corruption Report 2008*).
- Note : d'autres chiffres sont données sur http://www.stopcorruption.eu/fr-FR/faits_et_chiffres.aspx

La lutte contre la corruption

3) L'étendue de la corruption dans le monde en chiffres (suite & fin)

• Selon l'ONU, dans les pays africains de 1960 à 1990 la fuite des capitaux vers les paradis fiscaux a représenté près de deux fois le montant de la dette du continent africain.

← Source : *L'impossible développement : les paradis fiscaux responsables de l'hémorragie fiscale des pays du Sud*. <http://www.argentsale.org/la-fuite-des-capitaux-des-pays-du-sud.php>



Dans les pays développés :

- **6 milliards d'euros pour les crimes en col blanc** - Les entreprises allemandes perdent plus 6 milliards d'euros par an à cause de la corruption, du détournement et de la fraude. (GermanMartinLutherUniversity of Halle-Wittenberg, PricewaterhouseCoopers and Germany's TNS-Emnid, 2007).
- **50 milliards de dollars issus de la corruption** - C'est la quantité approximative d'argent issu de la corruption déposé chaque année sur les comptes bancaires et dans les paradis fiscaux en occident (Raymond Baker).
- **250 milliards de dollars blanchis** - C'est l'estimation de la valeur de l'argent blanchi transféré, tous les ans, vers les banques américaines, en provenance des pays en voie de développement et des économies en transition (Raymond Baker).

La lutte contre la corruption

4) Les conséquences de la corruption dans le monde

- La corruption réduit la capacité des pouvoirs publics à mettre des ressources et services de base à la disposition de la population.
- Elle augmente la pauvreté et l'analphabétisme des populations les plus démunies, les inégalités entre les pauvres et les riches _ détenteurs du pouvoir _, la dégradation de l'éducation et des services de santé.
- La corruption judiciaire porte atteinte à tout État de droit et à la légitimité des pouvoirs publics.
- Un appareil judiciaire corrompu réduit considérablement la capacité de la société à juguler la corruption.
- **La corruption est un terreau sur lequel la criminalité organisée et le terrorisme prospèrent.** Elle facilite le trafic de drogues et la criminalité organisée.
- Elle incite ou contribue à faire emprisonner, torturer ou tuer ceux qui la dénoncent (journalistes, hommes intègres ...), dans le but de pérenniser un pouvoir ou des pratiques illégitimes.

↓ Le pendant de la corruption sont la pauvreté, l'analphabétisme, l'absence de démocratie →



← pauvreté



← Absence de démocratie et arbitraire (ici image d'exécutions au Vietnam).



Analphabetisme →

La lutte contre la corruption

4) Les conséquences de la corruption dans le monde (suite)

- L'argent n'est pas utilisé pour le développement du pays, mais est mis dans la poche des corrompus.
- « *La corruption est l'un des plus importants freins au développement* » [des pays pauvres] [1].
- Il n'y a d'infrastructure, d'investissement dans le développement du pays, à cause des détournements de l'argent et des aides normalement prévus pour ces infrastructures _ du fait de la corruption _, et donc le pays reste pauvre.

[1] Source : <http://courantsdefemmes.free.fr/Assoces/Burkina/RENLAC/RENLAC.html>



La corruption et le crime organisé se renforcent mutuellement.

Source photo : www.tdg.ch/actu/monde/mafia-ne-connait-crise-2008-11-12

La lutte contre la corruption

4) Les conséquences de la corruption dans le monde (suite et fin) :

Assassinats politiques (9) :



Assassinat du président Mohamed Boudiaf, en 1992, alors qu'il voulait s'en prendre aux membres corrompus du FLN _ le parti au pouvoir _ en Algérie. Source de la photo : <http://ffs1963.unblog.fr/2009/06/28/a-quand-la-verite-sur-les-assassinats-politiques>

(9) crimes souvent liés à la dénonciation de la corruption.



Anna Politkovskaïa, journaliste russe connue pour son opposition à la politique du président Vladimir Poutine, sa couverture du conflit tchéchène et ses critiques virulentes envers les autorités actuelles de la république caucasienne et son président Ramzan Kadyrov, assassinée le 7 octobre 2006 à Moscou. Elle dénonçait les exactions perpétrées, sur place, et la corruption du pouvoir tchéchène.

Le journaliste Sardasht Osman, 23 ans, enlevé, le 4 Mai 2010, devant l'université où il étudiait, puis retrouvé torturé et assassiné. Il dénonçait la corruption et le népotisme au Kurdistan. Il avait publié un article satirique intitulé : « *Je suis amoureux de la fille de Massoud Barzani* » où il énumérait les avantages – exorbitants - dont bénéficient les membres de la famille Barzani. Sources : <http://www.bakchich.info/Un-crime-au-Kurdistan-irakien,10865.html> http://en.wikipedia.org/wiki/Sardasht_Osman →



Assassinat de Natalia Estemirov, le 15 juillet 2009, alors qu'elle travaillait sur des cas « extrêmement sensibles » de violation des droits de l'homme en Tchétchénie. Elle dénonçait les exactions perpétrées sur place et la corruption du pouvoir tchéchène.



La lutte contre la corruption



5) Exemples de corruptions ordinaires :

- commissions sur les grands contrats,
- rétribution illégale des fonctionnaires pour obtenir un papier administratif ou passer une frontière sans payer de droit de douane.
- Exemples : a) Un directeur d'une entreprise donnant de l'argent à un fonctionnaire ou un homme politique pour obtenir de lui un permis de construire dans une zone non constructible ou la vente d'un terrain protégé par la loi, par exemple dans un parc national. Ces actes de vente ou d'attribution d'un permis de construire étant, normalement, illégaux selon la loi du pays.
- b) La société d'ingénierie française S.T. donne 100 millions de FF, en 1984, à M. B. dirigeant d'un service de la police congolaise, afin d'obtenir de lui, le décrochage auprès de l'administration congolaise, d'un contrat pour la réalisation d'un système informatique, permettant la mise en place d'une fichier national de carte d'identité. ce projet est financé par le ministère de la coopération français (l'argent corrupteur ayant été ensuite remis à M. B. par un commercial de S.T. directement dans une banque de Genève).
- c) Messieurs Z. et K., responsables à la communauté européenne, choisissent plutôt la société B., que le prestataire de service indépendant L., pour la réalisation d'un projet informatique, bien que le coût de la réalisation du projet proposé par M. L. soit 4 fois moins cher que le montant du devis, présenté par la société B., pour la réalisation du même projet et bien que M. L soit très compétent (et à même de réaliser ce projet). Cela simplement parce que Messieurs Z. et K. savent qu'ils vont toucher une commission occulte en liquide de la part de la société B., alors qu'ils savent qu'ils ne vont pas la toucher de M. L. (commission que de toute manière M. L ne leur a pas proposé).

La lutte contre la corruption

6) Les causes de la corruption :

Ces causes sont complexes et multifactorielles, présentes à tous les échelons.

Mais les 2 principales causes **sont l'absence de morale et la pauvreté :**

1) **L'absence de civisme et de morale** ... Tous les hommes politiques ne veut être au gouvernement ou à la tête de l'état que pour s'enrichir.

2) **L'économie mal gérée**, l'absence de contrôle ... porte ouverte à la corruption.

3) **Les bas salaires des fonctionnaires** : Le policier, l'employé de mairie, le fonctionnaire des impôts etc., mal payés et éduqués, eux aussi cherchent à s'en sortir. Or puisque là-haut, ils s'en « mettent plein les poches », et comme ces fonctionnaires n'arrivent pas joindre les 2 bouts, eux aussi veulent aussi une meilleure vie _ à l'exemple de leur dirigeant _, avoir une habitation descente, pouvoir payer les études de leurs enfants, pouvoir payer les soins de santé, quand un membre de leur famille est malade etc.



La corruption perçue comme une pieuvre internationale →

La lutte contre la corruption

6) Les causes de la corruption (suite) :

D'autres causes peuvent être avancées comme :

- La banalisation de la corruption, considérée, dans le pays touché, comme faisant partie de la culture du pays ou comme une fatalité qu'on ne peut éviter (9).
- Une habitude de soumission à l'autorité et à tout pouvoir arbitraire, chez les pauvres et les humbles, liée à l'absence de démocratie et de sa pratique.
- L'impunité dont bénéficie les puissants corrompus et l'exemple qu'ils donnent.
- L'extrême difficulté d'être totalement intègre dans un système totalement corrompu (la personne intègre pouvant rencontrer d'énormes risques ou soucis à vouloir continuer à être intègre).
- La tentation pour la personne pauvre d'avoir recours à la corruption, comme solution de facilité, pour pouvoir payer son loyer, les études de ses enfants etc.

(9) *Ce que nous pourrions appeler la « banalisation du mal ».*

La lutte contre la corruption

6) Les causes de la corruption (suite) :

- La corruption peut-être extrêmement codifiée _ avec des montants plus ou moins standardisés pour tels ou tels types de corruptions _, donnant alors l'impression à toute personne inculte que ces montants, demandés par les corrompus, constituent des prélèvements normaux, voire légaux, incontournables dont on doit s'acquitter.
- Les faux semblant : création « d'instances de prévention de la corruption » etc., par le gouvernement, pour donner l'impression qu'il s'en occupe activement (+).
- L'iniquité, l'arbitraire, le manque de transparence du système judiciaire.
- l'absence de règles en matière de propriété, de règles commerciales ou fiscales (tous ces faits n'incitant alors pas à rester honnête).

(+) Société et santé : *Comment briser le cercle vicieux de la corruption*, l'observatoire de Tanger
<http://www.itanger.com/news+article.storyid+27.htm>



← L'absence de démocratie, de contrôle du gouvernement par le peuple, l'arbitraire, la répression favorise le développement de la corruption.

La lutte contre la corruption

6) Les causes de la corruption (suite) :

Divers avis sur les causes (trouvées sur Internet ou dans certains ouvrages) :

- « *La corruption est principalement due aux bas salaires, à la pauvreté, à la perte des valeurs morales (plus de respect pour le travail, plus de [vrai] engagement politique), à l'ignorance et à l'analphabétisme transformant les citoyens en bétail électoral facile à acheter, aux dysfonctionnements administratifs, à l'impunité et à des effets d'incitation (comparaison avec les voisins, les cousins, les collègues...)* ». Source : 8 mars 2004 – Conférence « *Corruption et Lutte contre la Pauvreté* », Maison des Jeunes et de la Culture, Ouagadougou, Burkina Faso, http://www.courantsdefemmes.org/Debats/ConfCorruption/conf_corruption_pauvrete.html
- Les familles qui profite des retombées de la corruption l'admettent le plus souvent : « *quand vous voyez votre mari rentrer à la maison avec une voiture de plusieurs millions que ne lui permettrait pas son salaire, si vous ne dites rien, vous acceptez la corruption de votre mari* » (même source).
- **Mauvaise gouvernance** : cadre législatif flou, système judiciaire inadéquat (non indépendant ...), manque de transparence et de responsabilisation (des politiques ...), manque de liberté de la presse ;
- **Absence de toute politique anti-corruption préventive** et de prise de conscience de l'importance des questions comme l'éthique professionnelle, les conflits d'intérêts (pour éviter par exemple que les personnes entrent dans les conseils municipaux pour y défendre leurs propres intérêts fonciers, entrepreneuriaux ou autres; manque de réflexe de se "désengager" de certaines décisions), le refus des cadeaux et autres avantages qui finissent par créer des relations troubles ou mal perçues par les tiers (y compris les cadeaux de fin d'année);
- **Institutions faibles** : fonctionnaires à forte autorité ayant peu de comptes à rendre, responsables officiels attirés par des rémunérations coupables et ayant des salaires faibles, facteurs culturels ayant trait au mode de contrôle dans l'administration ou à la croyance au « droit aux bénéfices » des responsables administratifs.
- **Faibles salaires** : certains policiers, par exemple, peuvent ne pas gagner suffisamment d'argent pour nourrir leur famille, et doivent donc céder à la corruption pour subvenir à leurs besoins.

La lutte contre la corruption

6) Les causes de la corruption (suite) :



Divers avis sur les causes (suite) :

- **Culture administrative et corporatiste peu propice** générant des craintes et qui dissuade toute dénonciation (ou simple remise en cause d'un système affecté) par les éléments intègres ou simplement désireux d'appliquer les règles existantes; esprit de revanche du groupe et des supérieurs imposant des sanctions déguisées au lieu de valoriser l'intégrité (d'où la nécessité de véritables mesures et politiques de protection de la vie professionnelles des "donneurs d'alerte" et éventuellement de leurs proches)^[1].
- **Robert Klitgaard** a posé l'équation schématique suivante en ce qui concerne la corruption :
Corruption = **Monopole** + **Pouvoir** – **Transparence** (source : *Combattre la corruption*, voir Bibliographie).
- « *Cette absence de principes [moraux] peut être attribuée essentiellement à la banalisation du phénomène. En effet, pour beaucoup, la corruption apparaît comme ancienne, en quelque sorte ordinaire et par conséquent, un phénomène qu'on est près à excuser facilement* » ^[2].
- Le dénonciateur de la corruption, souvent adepte du double langage, peut être en même temps l'un de ses supporters ou de ses agents actifs ou passifs ^[3].

^[1] Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Corruption#cite_note-4

^[2] Causes et conséquences de la corruption au Maroc, <http://www.bladi.net/forum/38916-causes-consequences-corruption-maroc>

^[3] Comment briser le cercle vicieux de la corruption, Observatoire de Tanger, <http://www.itanger.com/news+article.storyid+27.htm>

La lutte contre la corruption

6) Les causes de la corruption (suite) :

Divers avis sur les causes (suite et fin) :

« Dans la plupart des pays en développement, la corruption est banalisée: elle relève du quotidien de la population et des entrepreneurs, qui vivent avec, et vont jusqu'à la considérer avec fatalisme comme partie intégrante de leur culture. Non seulement les décisions publiques et les règles officielles – comme l'attribution d'un marché public ou le montant des taxes à payer - se négocient, mais bien souvent l'accès à un service public ou l'exercice d'un droit, comme l'obtention d'une pièce d'état civil, se monnayent également.

Plusieurs mécanismes contribuent à diffuser et à banaliser les pratiques de corruption dans ces pays. Les fonctionnaires qui refusent de jouer le jeu sont écartés des postes importants et les entrepreneurs qui s'y opposent se trouvent pénalisés par rapport à leurs concurrents. De plus, au fil des ans, il s'est formé une représentation de l'État où l'accès à la fonction publique, loin de signifier le service des droits des citoyens en écho à leurs devoirs, est d'abord perçu comme le moyen le moins risqué pour s'enrichir rapidement ; ce qui contribue à ancrer dans les mentalités la « normalité » de la corruption » [1].

[1]

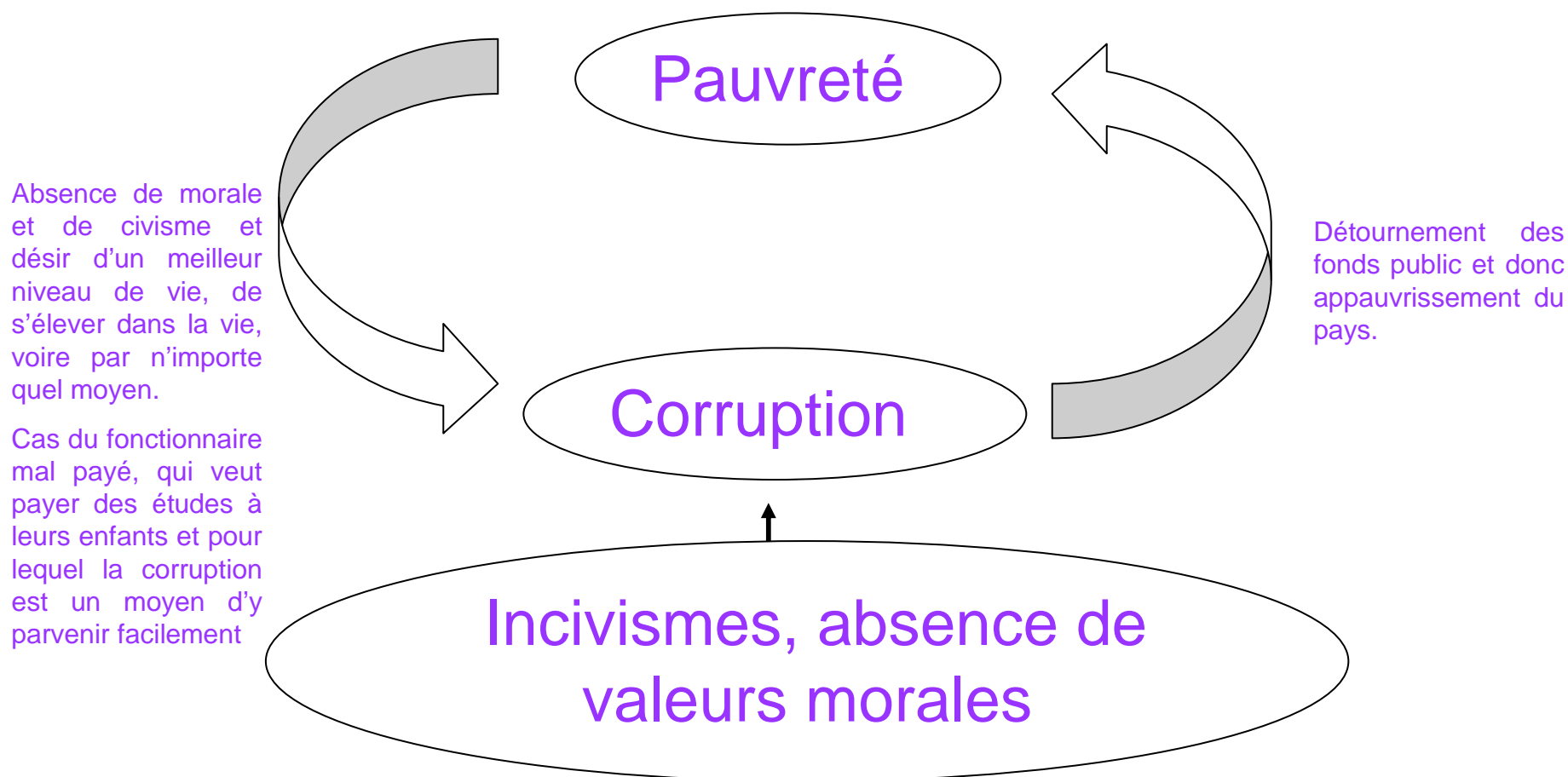
[http://www.observateurocde.org/news/fullstory.php/aid/195/Lutter contre la corruption dans les pays en d%E9veloppement.html](http://www.observateurocde.org/news/fullstory.php/aid/195/Lutter_contre_la_corruption_dans_les_pays_en_developpement.html)



La lutte contre la corruption

6) Les causes de la corruption (suite et fin) :

Le cercle vicieux de la corruption (schéma simpliste) :



La lutte contre la corruption

7) La mentalité des corrupteurs:

- pas de sens civique ou de préoccupation du bien public ou du bien être du peuple, de l'avenir du pays ou de la planète (°).
- égoïsme, vanité.
- préoccupation exclusive pour son intérêt immédiat.
- une certaine ruse et duplicité (et une capacité de dissimulation).

(°) mentalité du type « après moi, le déluge ». Dès qu'on peut occuper un poste de pouvoir, on pille au maximum les richesses du pays, sachant qu'on ne restera pas éternellement à ce poste (et donc on prépare à l'avance ses « vieux jours »).

Il existe souvent un couple associant corrupteur et corrompu, que l'un ou l'autre soit actif ou passif.

- Le corrupteur attendra, par exemple, des dessous de tables de sociétés, ce dessous de table étant la condition nécessaire pour que celles-ci puissent espérer obtenir la signature de contrats avec le corrompu.
- La société peut aussi tenter activement de corrompre celui qui dont elle veut une réponse favorable à leur sollicitation ou demande.
- Note : voir aussi l'annexe 13 : *Le point de vue des « mis en causes »*.

La lutte contre la corruption

8) Les difficultés de la lutte contre la corruption :

- Souvent, on ne peut avoir la preuve d'une corruption, parce que personne ne parle, ni le corrompu, ni le corrupteur _ par peur de subir un mauvais sort ou d'être mis en prison (ou la peur pour la société corruptrice, de ne plus avoir de contrat ou d'avoir sa réputation entachée).
- Seuls les signes extérieurs de richesse peuvent être les signes visibles d'un fait de corruption _ lorsque ces que cette richesse est sans rapport avec les revenus du fonctionnaire.
- Dans beaucoup de pays où règnent la corruption, la loi reconnaît les délits de corruption, mais les tribunaux ne la sanctionnent jamais (car soit les magistrats sont compromis, soit ils ont peur).
- « [...] j'ai créé ce Tribunal de lutte contre l'enrichissement illicite. L'idée était la suivante : comme je ne peux obtenir des aveux ni du corrompu ni du corrupteur, je me base sur les signes extérieurs de richesse. Il faut que la personne puisse expliquer comment elle a réussi à avoir cette voiture luxueuse, comment elle a pu avoir cette villa, compte tenu du niveau de son salaire. J'ai rencontré un blocage total de la part des magistrats, des policiers chargés des enquêtes ; et cette loi est restée lettre morte, parce que moi tout seul je ne pouvais pas être la justice », Abou Diouf, ancien président du Sénégal.

Source : *Le premier de la classe*, Jeune Afrique, 03/01/2005 (voir aussi l'annexe 17

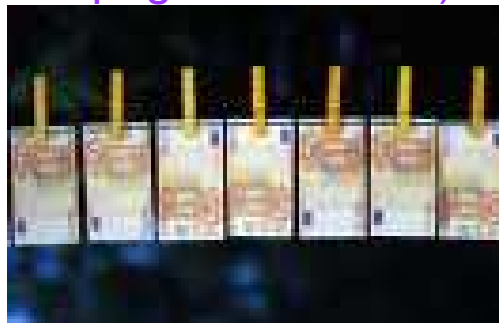
bibliographie), <http://www.jeuneafrique.com/Article/LIN26015lepreessalc0/actualite-afriquele-premier-de-la-classe.html>

La lutte contre la corruption

9) Les solutions contre la corruption :

- Cette lutte est complexe, multiforme mais souvent efficace sur le long terme.
- Il n'y a pas une solution unique, mais, le plus souvent, de multiples solutions adaptées aux lieux et circonstances. Elles peuvent sembler naïves mais elles existent malgré tout.
- Elle nécessite souvent des moyens (en hommes, en moyens techniques ...).
- Elle nécessite aussi de l'imagination, **une volonté (politique) forte**, car les corrompus et corrupteurs ne manquent ni d'imagination, ni de volonté.
- On peut s'attaquer à la corruption, de l'extérieur (ONG, journalistes ...) ou de l'intérieur de l'institution corrompue (par la police, la justice ou/et des organismes anti-corruption etc.).

Voici une liste de solutions (voir pages suivantes) →



La lutte contre la corruption

9) Les solutions contre la corruption (suite) :

a) Au niveau européen :

Le conseil de l'Europe a défini des outils de lutte contre la corruption décrits dans les documents suivants élaborés par le [Groupe d'Etats contre la Corruption \(GRECO\)](#) et d'autres organismes européens :

- la **Résolution (97) 24 portant les vingt principes directeurs pour la lutte contre la corruption** : ce texte recense de manière synthétique les éléments de base de toute politique anti-corruption ambitieuse et efficace ;
- la **Convention pénale sur la corruption (STE N°173)** : ce traité fixe notamment des obligations en matière d'incrimination de diverses formes de corruption, qu'il s'agisse du secteur public ou privé ou encore de la corruption nationale ou transnationale;
- la **Convention civile sur la corruption (STE N°174)** : cet autre traité impose aux pays de prendre des mesures diverses en matière civile (mécanismes de recours et d'indemnisation ouverts aux victimes de la corruption, nullité des contrats entachés par la corruption), ou encore notamment d'introduire des mécanismes de protection professionnelle et autres des personnes signalant de bonne foi les soupçons de corruption ;
- la **Recommandation N° R (2000) 10 sur les codes de conduite pour les agents publics et Code modèle de conduite pour les agents publics (annexe à la Recommandation)** : ce texte invite les pays à adopter de tels codes et il offre un modèle en annexe dont les gouvernements ou administrations individuelles peuvent facilement s'inspirer ;
- le **Protocole additionnel à la Convention pénale sur la corruption (STE N°191)** : ce traité étend le champ des incriminations de la corruption dans la Convention pénale aux arbitres (en matière commerciale, civile ou autre) ainsi qu'aux jurés - ces deux catégories de personnes constituant des catégories complémentaires aux magistrats de l'ordre judiciaire ;
- la **Recommandation N° R (2003) 4 sur les règles communes contre la corruption dans le financement des partis politiques et des campagnes électorales** : texte unique en son genre au niveau international, de par les thèmes qu'il couvre et la portée des principes énoncés.

La lutte contre la corruption

9) Les solutions contre la corruption (suite) :

Voici diverses solutions proposées (en Europe et ailleurs) :

- Placer les **chambres de compensation** et de routing (Clearstream, Euroclear ...) _ institutions facilitatrices de blanchiments d'argent _ « **sous le contrôle d'une organisation internationale qui pourrait jouer le rôle du tiers de confiance.** » (en Europe).
- Favoriser l'entraide judiciaire entre états, la mise en place de cellules de lutte (policières et judiciaires) contre le blanchiment ou la corruption et la cybercriminalité (en Europe).
- Création d'une liste noire des états et des représentants gouvernementaux corrompus, la suspension des prêts afin de prévenir les détournements de fonds publics, l'allocation d'une partie de l'aide au développement des organismes de surveillance, plus de transparence des programmes d'aide de l'Union européenne (qui représentent près de 55% de l'aide publique internationale) (En Europe). Source : **Corruption dans les PED : le Parlement pour une liste noire** [archive], site du parlement européen, avril 2006.

La lutte contre la corruption

9) Les solutions contre la corruption (suite) :



Voici diverses solutions proposées (en Europe et ailleurs) (suite) :

- Favoriser des services comme le **Service Central de Prévention contre la Corruption (SCPC)**, qui publie chaque année un rapport sur la corruption en France et émet des propositions (en France).
- Favoriser les ONG (voir leur liste à la fin de ce document), les journalistes d'investigation, les juristes et les philosophes qui luttent contre les diverses formes de corruption à travers leurs ouvrages (voir certains de ces ouvrages à la fin de ce document) _ parfois au risque de leur vie dans certains pays hors de l'Europe.
- En 2006, faire déboucher le **projet de résolution d'une proposition de règlement sur la circulation des lobbyistes au sein de l'Assemblée nationale** (la même proposition a été faite ultérieurement au sein du parlement européen).
- **Renforcer le droit à l'information (dans tous les pays du monde) _ par la transparence _** : car l'accès à une information crédible sur les activités du gouvernement devrait participer à décourager les pratiques de mauvaise gestion, de malversation et de détournement des ressources publiques (a priori (?)).

La lutte contre la corruption

9) Les solutions contre la corruption (suite) :

Voici diverses solutions proposées (en Europe et ailleurs) (suite) :

- Lutter pour la bonne conservation des archives publiques et leur mise à disposition des citoyens.
- **fournir aux fonctionnaires, magistrats et policiers des salaires décents (dignes) dans les pays pauvres.**
- Les ONG anti-corruption indépendantes des institutions gouvernementales peuvent avoir un rôle important à jouer pour moraliser les règles du jeu au sein de ces institutions. Elles peuvent par exemple :
 - Mener des campagnes de sensibilisation sur le phénomène de la corruption ;
 - Veiller à l'application des textes existants en matière de lutte contre la corruption et faire des codifications dans les domaines non couverts ;
 - Recevoir et instruire les plaintes des citoyens victimes d'actes de corruption ;
 - Donner son avis sur tout dossier relatif à la corruption ;



La lutte contre la corruption

9) Les solutions contre la corruption (suite) :



Voici diverses solutions proposées (en Europe et ailleurs) (suite) :

- Veiller à la prise par l'Etat de mesures visant à combattre les actes de corruption dans les transactions commerciales nationales et internationales ;
- œuvrer à l'adoption par l'Etat d'un code de conduite des agents de la fonction publique et veiller à l'efficacité de sa mise en œuvre ;
- *Par exemple l'association burkina be, REN-LAC, a apposé des plaques inamovibles dans des hôpitaux pour expliquer que le montant des soins ne se payent qu'à un certain guichet et non auprès des médecins.*
- **Favoriser l'instruction civique et l'éducation morale à l'école, dès le plus jeune âge.**
- **Faire des campagnes répétées anti-corruption, au niveau de la rue, des médias (TV ...) (à voir (?)).**
- Faire que des organismes comme la cours des comptes soient gérés par des magistrats indépendants.
- **Faire que la justice soit totalement indépendante du pouvoir politique (combat difficile).**

La lutte contre la corruption

9) Les solutions contre la corruption (suite) :

- **Enquêter sur les signes extérieurs de richesse anormaux des politiques et les sanctionner (mettre en place des lois, des magistrats et policiers indépendants dédiés à cette lutte).** Mais le combat pour mettre en place de tels moyens de contrôle sera très dur.

- *vœux pieux : augmenter le niveau de vie des habitants des pays pauvres, en incitant les entreprises à investir dans les pays pauvres (car par l'augmentation du niveau de vie, une plus grande partie de la population pauvre peut avoir accès à l'éducation.*

- L'ONG **Transparency International**, en relation avec la société Enablon, a créé une solution logicielle unique facilitant la gestion de programmes anti-corruption dans les entreprises et ONG (à voir (?)).

Source : http://enablon.fr/produits/developpement-durable-gestion-qhse/gestion-anti-corruption.aspx?gclid=CLyu_fjbiKMCFepc4wodH2Mdeg

- **La première École internationale de lutte anticorruption au monde** _ l'International Anti-Corruption Academy _, **soutenue par Interpol a été ouverte à Laxenburg**, près de Vienne, en Autriche, fin 2009 (on en attend beaucoup (!)). Source

: <http://www.interpol.int/Public/ICPO/PressReleases/PR2010/PR006Fr.asp> &
<http://www.unodc.org/unodc/en/frontpage/international-anti-corruption-academy-established-in-austria.html>

La lutte contre la corruption

9) Les solutions contre la corruption (suite et fin (?)) :

- *Obliger les compagnies pétrolières et minières à publier leurs transactions sur le continent africain pour porter un coup à la corruption, comme l'ont fait les Etats-Unis, dans leur récente loi de finance (proposition de l'ONG ONE).*
- *Orienter l'aide publique au développement sur les programmes les plus efficaces et les mieux contrôlés au plan de leurs dépenses (proposition de ONE) (+).*
- *Un élément du dispositif de lutte contre la corruption est constitué par **l'Initiative pour la restitution des avoirs volés (Initiative StAR)**, que la Banque mondiale a lancée en collaboration avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. Elle tente de faire disparaître les zones d'impunité (paradis fiscaux), pour les fonds frauduleux.*

(+) Pour info : Les Etats-Unis ont mis en place depuis le 1er octobre 1996 les dispositions anti-corruption suivantes dans les contrats financés par l'USAID (**Agence des États-Unis pour le développement international**) pour la fourniture aux pays d'accueil de services techniques et professionnels, d'équipement ou de matériel : Aucune offre ou rémunération, aucun paiement ou avantage d'aucune sorte constituant un acte illicite ou une pratique de corruption ne sera accordé, directement ou indirectement, en vue ou en contrepartie de la conclusion du présent contrat. Tout acte de cette nature est un motif suffisant pour justifier l'annulation du contrat et pour engager les actions appropriées devant des juridictions civiles et/ou pénales, selon le cas (source OCDE).

La lutte contre la corruption

9) Les solutions contre la corruption (suite) :

L'exemple du REN-LAC, une ONG anti-corruption du Burkina Faso, :

•Le *REN-LAC* mène des enquêtes et des sondages auprès des usagers et du personnel afin de publier un rapport annuel sur l'Etat de la corruption au Burkina Faso, dans les 10 secteurs suivants :

les douanes •la sécurité (la police, la gendarmerie) •les marchés publics •les mairies (services décentralisés) •les médias	l'éducation •la justice •les impôts et la fiscalité •l'administration publique (services centraux) •la santé
---	--

•Le *REN-LAC* réalise des émissions mensuelles et hebdomadaires dans les radios, publie des articles dans des quotidiens comme « L'Observateur Paalga » (« Corruption dans la Cité ») ou encore sur Internet.

•Il met en scène des pièces de théâtre sur la corruption, en provinces.

•Le *REN-LAC* organise également des conférences et des séminaires sur la lutte contre la corruption.

•Il travaille sur la conscientisation et la sensibilisation de la population à travers des activités telles qu'un "théâtre-forum" et des bandes-dessinées pour enfant.

•Il lutte pour la dissémination de l'information, car le manque de transparence et la pauvreté engendrent souvent la corruption [1].

[1] Source : <http://courantsdefemmes.free.fr/Assoces/Burkina/RENLAC/RENLAC.html>

• Argument de campagne du REN-LAC : « *votre silence est complice et vous rend aussi coupable du sous-développement du Burkina* ».

La lutte contre la corruption

9) Les solutions contre la corruption (suite et fin) :

Source : <http://www.lynxtogo.info/oeil-du-lynx/afrique/625-ali-bongo-il-sachete-une-maison-a-100-millions-deuros.html> ↓

Grand entretien

Justice contre corruption, la lutte continue

Bernard Bertossa Pionnier en Europe de la lutte contre le blanchiment d'argent, l'ancien haut magistrat suisse a pris sa retraite début janvier. Désormais libre de parler, ce spécialiste de la grande délinquance financière dénonce les obstacles auxquels se heurtent ses pairs, y compris en France



En 1988, Bernard Bertossa, ancien procureur général suisse, a été nommé à la tête de la Direction nationale de la lutte contre le blanchiment d'argent (DNLA) en France. C'est un rôle qui a été décisif dans la mise en place de la législation française sur ce sujet. Aujourd'hui, il est à la retraite et se livre à un travail de réflexion sur les enjeux de la justice financière.

« C'est un véritable défi, car la lutte contre le blanchiment d'argent est un sujet qui touche à la fois à la justice pénale et à la justice civile. Il faut donc avoir une approche globale et coordonnée. C'est ce que j'ai essayé de faire pendant ces dernières années. »

« En France, nous sommes en retard par rapport à d'autres pays. Il faut donc travailler à la mise à jour de notre législation. C'est un travail qui demande de la volonté et de la persévérance. »

« La lutte contre la corruption est un enjeu majeur pour notre société. Il faut donc continuer à travailler à sa mise en œuvre. C'est un travail qui demande de la coopération et de la solidarité. »

« En France, nous sommes en retard par rapport à d'autres pays. Il faut donc travailler à la mise à jour de notre législation. C'est un travail qui demande de la volonté et de la persévérance. »

« La lutte contre la corruption est un enjeu majeur pour notre société. Il faut donc continuer à travailler à sa mise en œuvre. C'est un travail qui demande de la coopération et de la solidarité. »

Gabon kauft 100-Millionen-Stadtpalais für seinen steinreichen Staatschef – hier feierte Lagerfeld seine Champagner-Partys

Des Diktators neue Villa

Gerd Niewerth

Paris. Im erlauchten Kreis des Pariser Jetsets zählt das prachtvolle „Hôtel de Longueuil“ in der schicken „Rue de l'Université“ seit jeher zu den exkultivsten Adressen der Seine-Metropole. In diesen Tagen ist das riesige Stadtpalais aus den glanzvollen Tagen des „Ancien Régime“ erneut Stadtgespräch. Für angeblich 100 Millionen Euro wechselt die Luxus-Immobilie den Besitzer. Neuer „Schlossherr“ ist nun ein gewisser Ali Bongo.



Ali Bongo ist Gabuns neuer Präsident. Er kauft ein Haus, das 100 Millionen Euro kosten soll, während sein Volk Not leidet. Foto: getty

» Gemessen am Zustand des Hauses ist der Kaufpreis sehr hoch «

Aliwer? Nun, der 51-Jährige ist nicht nur Präsident der zentralafrikanischen Republik Gabun, sondern laut US-Institut „Freedom House“ auch einer der reichsten Männer der Erde. Im letzten Jahr trat er die Nachfolge seines schillernden Vaters Omar an, der das zentralafrikanische Land bis zu seinem Tod rekordverdächtige 41 Jahre regiert und wie ein absoluter Monarch ausge-saugt hat.

Anders als seine blutrünstigen Amtskollegen bewahrte der clevere Staatschef sein Land, eine Art Schweiz Afri-

kas, vor hässlichen Unruhen und Bürgerkriegen. Gleichzeitig verstand er es aber, den sprudelnden Ölreichtum Gabuns ungezügelt in seinen eigenen Geldbeutel umzuverteilen.

Während Papa Bongo stets dezent den Mantel des Schweigens über seine fast zehn unanständigen Pariser Großeinkäufe ausbreitete und damit den Zorn der Opposition erregte, propagiert Sohn Ali nun auf bemerkenswerter Weise „eine neue Offenheit“.

Unauffgefordert ließ der Präsidentenpalast in Libreville die Nachricht vom jüngsten Erwerb einer Pariser Immobilien verbreiten. Nur die schicke

Longueil“ auf den Catwalk schickte, zuvor feierte „Eurostar“ dort sein 15-jähriges Bestehen.

Paris, die vibrierende Hauptstadt der alten Kolonialmacht, übt auf die frankophonen afrikanischen Eliten traditionell eine magische Anziehungskraft aus. Dutzende Immobilien in bester Lage, selbst auf dem Prachtboulevard Champs-Élysées, nennen die steinreichen Bongos in Paris ihr Eigen.

Unzählige Privatkonten

Hinzu kommen unzählige Privatkonten bei französischen Banken, wie Ermittlungen der französischen Justiz unlängst zu Tage brachten. „Transparency International“ hatte Diktator Bongo 2008 verklagt, doch die Untersuchungen der Pariser Justiz verließen im Sande. Obwohl operettenhaft reich, versucht Ali Bongo, ein kleinwüchsiger und wohlbeleibter Mann, seinem darbenenden Volk den aus der Staatsschatulle finanzierten Hauskauf an der Seine des weitsichtigen Sparmaßnahme zu verkaufen. Nun brauche er eben nicht mehr in teuren Hotels zu nächtigen, ließ der Staatschef verlauten.

Zur Erinnerung: Vater Omar Bongo pflegte bei seinen zahlreichen Paris-Trips stets im „Meurice“ abzusteigen, einem Grand-Hotel in der Rue de Rivoli, in dem auch gekrönte Häupter ihr Haupt betten. Hier hielt er Hof wie ein König, legendar die rauschenden Soireen und Cocktail-Empfänge, bei denen er „Tout Paris“ freihielt.

Die Opposition in Gabun hingegen schäumt „Ein Skandal“, schimpft Marc Ona Essanguin von der Organisation „Veröffentlich-was-ihr-ausgeht“ und fordert eine parlamentarische Untersuchung.

Die Kehrseite von Bongos 0,1-Milliarden: 80 Prozent der 1,5 Millionen Gabuner leben in bitterer Armut, das Gesundheitssystem ist marode, für Straßenbau ist kein Geld da.

Mit Gabuns demokratisch gewähltem Diktator steht aber auch die alte Kolonialmacht am Steuer. „Frankreich ist ein Prangerparadies für Staatschefs, die ihre Völker in Afrika ausplündern“, wettet Essanguin.

Dass die Kaufsumme von 100 Millionen Euro das letzte Wort sind, darf übrigens bezweifelt werden. Ein Nachbar des „Hôtel de Langueuil“ vertraute der Zeitung „Parisien“ an: „Gemessen am Zustand des Hauses ist der Kaufpreis sehr hoch, der Renovierungsbedarf ist groß, immerhin ist der Garten wunderbar.“

← ↑ Les journaux et les journalistes peuvent jouer un grand rôle dans la lutte contre la corruption (du moins s'ils sont autorisés et non systématiquement censurés, sur place, par le gouvernement local, être visé par le journal). Ces journaux et journalistes doivent souvent agir avec beaucoup de prudence.

↑ Source : www.lemonde.fr/societe/article/2008/01/26/justice-contre-corruption-la-lutte-continue_1004002_3224.html

La lutte contre la corruption

10) En conclusion sur la lutte la corruption :

Bien des moyens ont été employés pour lutter contre la corruption avec des résultats très inégaux. Car il n'y a pas de solutions miracles (+).

⇒ Mais toutes ces politiques ne peuvent réussir que s'il y a une **forte volonté politique de tous les acteurs conscients (ONG ...), ensuite de la population, à la longue conscientisée par les acteurs précédents et enfin des politiques** (°) pour lutter contre la corruption à tous les niveaux du pays.

(°) politiques constamment soumis à pression, afin de les inciter à lutter efficacement contre la corruption.

(+) Note : il celles-ci existaient, il y aurait longtemps qu'elles auraient été utilisées.

⇒ Dans cette lutte, il faut se garder d'être naïf : c'est un combat difficile ... qui le sera toujours.

⇒ Ce n'est parce, par exemple, qu'on instaurera une « dictature morale » stricte et vertueuse (quelle soit religieuse ou non), exempte de « corruption des mœurs », dans un pays donné ou encore qu'on soumettra les corrompus à des peines lourdes _ à l'exemple de la peine de mort qui a été parfois prononcée contre certains corrompus, comme dans le passé en Chine _, qu'on y éradiquera la corruption (car par exemple en Iran, la plupart des Mollahs dirigeant les sociétés étatiques sont y totalement corrompus, ceux même qui disent lutter contre la « corruptions des mœurs »). Car ce sont souvent les « lampistes de services », les sous-fifres, les coupables idéaux, les boucs émissaires (faciles) qui triquent. Leur punition ne servira alors, le plus souvent, qu'à « enfumer » (abuser), encore une fois de plus, le peuple.

La lutte contre la corruption

10) En conclusion sur la lutte la corruption (suite) :



⇒ Certains organismes anti-corruption créés par des gouvernements corrompus ne sont souvent que des écrans de fumées pour tromper le peuple (servant à le tromper sur vraie volonté sincère du gouvernement à éradiquer la corruption). Donc, il est nécessaire se méfier du double langage et de la langue de bois, concernant les bonnes intentions, a priori sincères, affichées par les gouvernements, surtout quand ces intentions sont affichées ostensiblement.

⇒ Seule la démocratie et l'éducation _ qu'il faut promouvoir à tous les échelons, grâce souvent au concours efficaces des ONG et de l'union d'hommes courageux et intègres _, peuvent faire changer, dans un sens positif, les mentalités et les habitudes favorisant la corruption (sur le long terme).

⇒ Il faut avoir conscience que la corruption touche aussi bien les pays développés et souvent leurs grandes institutions (Commission de la Communauté Européenne ...), que les pays pauvres (simplement, dans les pays développés, il existe beaucoup plus de moyens de contrôles et de lutte contre la corruption, que dans les pays pauvres).

⇒ La corruption fait beaucoup plus dégâts dans les pays en voie de développement, parce que leur tissu économique balbutiant est bien plus fragile, que celui des pays riches.

La lutte contre la corruption

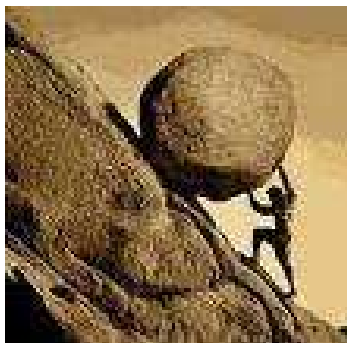
10) En conclusion sur la lutte la corruption (suite & fin) :

⇒ Elle nécessite beaucoup d'imagination, d'intelligence, beaucoup de psychologie et d'expérience de la vie, de prudence **et surtout beaucoup d'humilité**. Car les « sauveurs de l'humanité » ou les « chevaliers blancs », les « Fanfan la tulipe » ne font souvent pas de « vieux os » dans cette lutte ou vont le plus souvent à l'échec.

⇒ Cette lutte ne peut être menée que sur le long terme. Et ses résultats ne se font souvent sentir qu'à long terme. C'est une lutte sans fin qui sera toujours sans fin.

⇒ la lutte contre la corruption est toujours un sempiternel défi et un combat permanent.

⇒ Cette lutte n'est efficace, que s'il y a a) liberté d'opinion et de la presse et b) surtout, au niveau de l'état, **séparations des 3 pouvoirs : législatif, exécutif et judiciaire** (voir schéma page suivante). **Tant que dans tous les pays où cette séparation n'est pas assurée, l'arbitraire et donc la corruption règneront.**



↑ La lutte contre la corruption est parfois semblable au mythe de Sisyphe (comme pousser un rocher au sujet d'une montagne (mais un rocher retombant sans cesse).

La lutte contre la corruption

10) En conclusion sur la lutte la corruption (suite & fin) :

Les 3 pouvoirs de l'état		
Pouvoir législatif	Pouvoir exécutif	Pouvoir judiciaire
Étude, discute, modifie et vote les lois.	Détermine les politiques qui guident l'action de l'état	Interprète les lois votées par le pouvoir législatif.
Exécute un contrôle sur l'action du pouvoir exécutif	Administre l'état en conformité avec les lois créées par le pouvoir législatif.	Décide si un citoyen ou un groupe a agi ou non en conformité avec la loi.
↓ Parlement	↓ Gouvernement	↓ Tribunaux

↑Schéma de la séparation des pouvoirs,
Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/S%C3%A9paration_des_pouvoirs

La lutte contre la corruption

11) Annexe : Articles de loi contre la corruption

Articles du code pénal français :



*Pour l'application de la convention relative à la lutte contre la **corruption** impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'Union européenne faite à Bruxelles le 26 mai 1997, est puni de dix ans d'emprisonnement et de 150000 euros d'amende le fait de proposer sans droit, à tout moment, directement ou indirectement, des offres, des promesses, des dons, des présents ou des avantages quelconques, pour obtenir d'un fonctionnaire communautaire ou d'un fonctionnaire national [...] qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte de sa fonction, de sa mission ou de son mandat ou facilité par sa fonction, sa mission ou son mandat. — (Article 435-2, Code pénal français, 2009).*

Article 324-1 Du blanchiment simple et du blanchiment aggravé :

Le blanchiment est le fait de faciliter, par tout moyen, la justification mensongère de l'origine des biens ou des revenus de l'auteur d'un crime ou d'un délit ayant procuré à celui-ci un profit direct ou indirect.

Constitue également un blanchiment le fait d'apporter un concours à une opération de placement, de dissimulation ou de conversion du produit direct ou indirect d'un crime ou d'un délit.

Le blanchiment est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 375000 euros d'amende.

La lutte contre la corruption



12) Annexes : termes en rapport avec la corruption :

- **Bakshish** : dans l'Empire ottoman. On l'utilise aussi pour « pourboire » : voir pots-de-vin.
- **Payola** (de *pay*, en anglais *payer*, et Victrola, marque de platines de disques) : corruption des années 1950 aux États-Unis, dans laquelle les DJ des radios se faisaient payer (des sommes minimes) pour passer des titres nouveaux d'artistes peu connus.
- « **Aspects culturels de la dépense** » : euphémisme parfois utilisé dans le discours officiel au Viêt Nam.
- **Gombo** : terme camerounais pour désigner le fait de monnayer un service normalement gratuit.
- **Mange-mille** : policier africain véreux cherchant à verbaliser à tout prix.
- **Cahoua** : mot arabe qui veut dire "café", euphémisme utilisé pour désigner un pot-de-vin dans les pays du Maghreb.
- **Subornation [de témoin]** : fait de déterminer ou de pousser (une personne) à déposer, en justice, d'une façon contraire à la vérité.
- **Frais commerciaux extraordinaires** : terme du jargon de l'Union européenne.
- **Tchipa ou kahwa** : terme algériens pour désigner le pot de vin.
- **Pots-de-vin** : Somme d'argent donnée illégalement à quelqu'un en échange d'un service rendu. Synonyme dessous-de-table. **Anglais** : bribe.

La lutte contre la corruption



12) Annexes : termes en rapport avec la corruption (suite) :

- ***Dessous-de-table*** : synonyme de Pots-de-vin. voir Pots-de-vin.
- ***Commission*** : voir Pots-de-vin.
- ***Caisse noire*** : fonds clandestins non déclarés (au fisc). Ou encore Réserve d'argent, le plus souvent illicite, opaque ou dissimulé.
- ***Fonds détournés*** : résultat du détournement de fond (voir ci-après).
- ***Détournement de fonds*** : appropriation frauduleuse de biens par quelqu'un pour son propre intérêt à qui l'on avait fait confiance pour gérer l'argent et les fonds détenus par un autre individu ou par une organisation tiers. Les fonds peuvent être des fonds sociaux ou des fonds publics. Autre définition : prise illégale ou l'appropriation de l'argent ou des biens qui a été confiée à une personne, mais détenues par une autre. quand le titulaire d'une charge politique utilise illégalement des fonds publics à des fins personnelles.
- ***Abus de biens sociaux*** : En France, le fait pour tout dirigeant de société commerciale ou civile d'avoir utilisé en connaissance de cause les biens, le crédit, les pouvoirs ou les voix de la société à des fins personnelles directes ou indirectes.
- ***Blanchiment d'argent*** : action de dissimuler la provenance d'argent acquis de manière illégale (spéculations illégales, activités mafieuses, trafic de drogue, d'armes, extorsion, corruption...) afin de le réinvestir dans des activités légales (par exemple la construction immobilière...). Voir aussi processus du blanchiment, en fin du document.



12) Annexes : termes en rapport avec la corruption (suite) :

- **Lobbyiste** : il peut avoir une action pernicieuse auprès des décideurs politiques.
- **Paradis fiscal et judiciaire** (PFJ) : territoire à la fiscalité très basse comparé aux niveaux d'imposition existant dans les pays développés. En anglais, « *tax haven* » (« refuge fiscal ») ; en allemand on emploie le terme de « *Steuerparadies* » (« oasis fiscale ») ou comme en français pour « *Steuerparadies* ». Ils sont souvent caractérisés par un secret commercial et bancaire inébranlables et une impunité judiciaire pour le contournement des lois d'autres Etats. Source : www.toupie.org/Dictionnaire/Paradis_fiscal.htm
- **Extorsion** : menace ou atteinte d'une personne, à sa réputation, ou à ses biens afin d'obtenir de l'argent injustement, des actes, des services, ou d'autres biens de cette personne.
- **Népotisme** : pratique ou envie de favoriser un groupe ou une personne parente, en donnant des promotions, des emplois et d'autres avantages. Cela conduit certains responsables politiques d'accorder des privilèges et des postes d'autorité à la famille fondée sur les relations et indépendamment de leurs compétences réelles.
- « **Systèmes de patronage / parrainage** » : octroi de faveurs, des contrats, ou de nominations à des postes, par un titulaire d'une charge publique locale ou d'un candidat à un poste politique en contrepartie, d'un soutien politique. Souvent, ce « patronage » est utilisé pour obtenir un soutien et des voix aux élections ou pour faire adopter (passer) certaines lois (voir aussi népotisme).

La lutte contre la corruption

12) Annexes : termes en rapport avec la corruption (suite) :

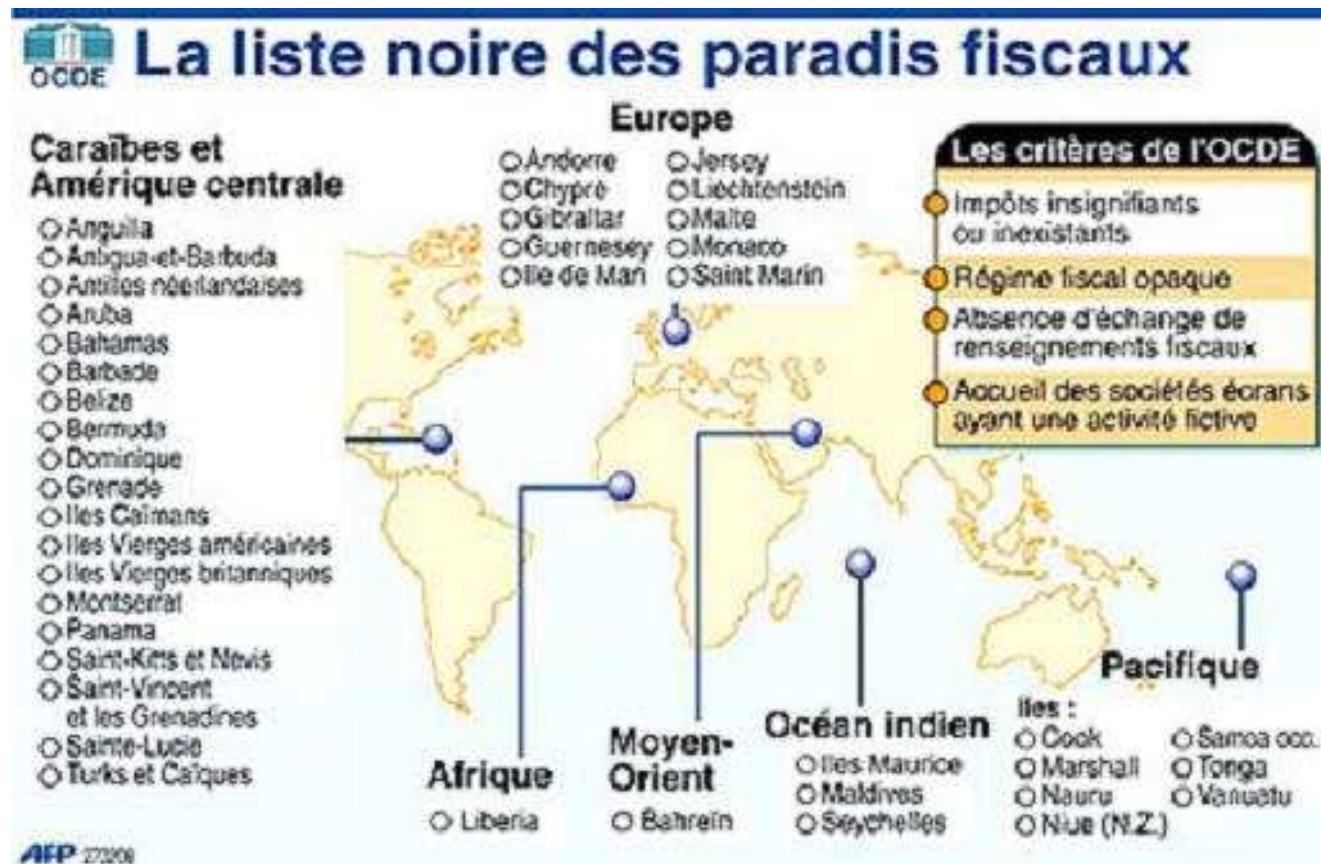
- **Trafic d'influence** : délit qui consiste à recevoir des dons (argent, biens) pour favoriser les intérêts d'une personne physique ou morale auprès des pouvoirs publics.
- **Corporatisme** : 1) système favorable à l'existence d'organisations - les **corporations** - regroupant les **acteurs d'une même profession**, qu'ils soient salariés ou employeurs. 2) désigne, de manière péjorative, l'attitude consistant à défendre les intérêts de sa corporation, de sa caste ou de son groupe social. Groupe contrôlant les recrutements et faisant pression sur les pouvoirs économiques, sociaux et politiques et à contrôler leurs décisions au bénéfice de ses adhérents, plutôt qu'à celui de l'intérêt général.
- « **Ristourne** » : taxe douanière (abusive ou légale).
- **Prébende** : Sens n° 1 : Revenu rattaché à certains titres ecclésiastiques [Religion]. [Ancien]. Synonyme revenu. Sens n°2 (actuel) : Revenu tiré d'une situation lucrative [Littéraire]. Synonyme bénéfice (légaux ou non légaux).
- **Placement** ou **préblavage** : voir processus du blanchiment, en fin du document.
- **Empilage** ou **lavage** : voir processus du blanchiment, en fin du document.
- **Intégration** ou **recyclage** : voir processus du blanchiment, en fin du document.
- **Groupe d'action financière** (GAFI) ou *Financial Action Task Force* (FATF) : organisme intergouvernemental de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

La lutte contre la corruption

12) Annexes : termes en rapport avec la corruption (suite et fin) :

Paradis fiscaux : voir chapitre 22 « Paradis fiscaux » en fin de ce document.

PFJ : paradis fiscaux et judiciaires.



Liste noire des paradis fiscaux, 2008, Source : OCDE.

La lutte contre la corruption

13) Annexes : Le point de vue des « mis en cause » :

- En mars 2007, dépôt, à Paris, d'une première plainte pour détournement de fonds public contre des chefs d'Etat africains, Omar Bongo (Gabon), Denis Sassou-Nguesso (Congo Brazaville), Obiang (Guinée équatoriale), Blaise Compaoré (Burkina Faso) et José Eduardo Dos Santos (Angola). Les poursuites émanant de trois associations: la Fédération des Congolais de la diaspora, Survie et Sherpa, un groupement de juristes.
- Une autre plainte, assortie d'une constitution de partie civile, est déposée le 2 décembre 2008 devant le doyen des juges d'instruction de Paris contre Bongo, Sassou et Obiang. Cette plainte émane d'un citoyen gabonais, Gregory Ngbwa Mintsu, et d'une prestigieuse association de lutte contre la corruption et le blanchiment: Transparency International (TI).

Réponses des intéressés mis en accusations (via leurs avocats) :

- a) Omar Bongo : Il n'a pas 17 propriétés à son nom, mais cinq, et quatre d'entre elles auraient été acquises entre 1967 et 1974, à une époque où le coût de l'immobilier était "très bas".
- b) Selon l'avocat de la famille Bongo, Me Meyer : *« Ce patrimoine est compatible avec ses revenus de président depuis quarante ans. Des revenus supérieurs aux 15000 euros mensuels évoqués par certains médias. Rappelons aussi que **les chefs d'Etat du monde entier ont à disposition des fonds souverains permettant d'acquérir des biens au nom de leur pays.** Quant aux personnes de l'entourage du président, elles travaillent et ont les moyens d'être propriétaires à Paris. Pour eux, il est logique qu'il dispose de logements à Paris. **Il lui faut bien des endroits où se reposer !** »*.
- c) Denis Sassou-Nguesso, monte au front pour qualifier de "bourgeois de Neuilly" les dirigeants des ONG Sherpa et TI France: *"Si on regarde bien, déclarait-il en décembre [2008], ce sont des descendants de l'esclavagisme et du colonialisme qui veulent se donner bonne conscience en parlant aux Africains, en ayant pitié."* (Autre argument : un chef d'état doit « tenir son rang »).

Sources : <http://www.bdpgabon.org/articles/2009/02/13/bongo-sassou-nguesso-obiang-laffaire-bma-secoue-la-francafrique> & <http://www.lynxtogo.info/oeil-du-lynx/afrique/625-ali-bongo-il-sachete-une-maison-a-100-millions-deuros.html>

La lutte contre la corruption

14) Annexe : estimations de quelques « Biens mal acquis » et restitutions obtenues

Pays/Dictateur/années	Fourchette d'estimation des Biens mal acquis en milliards de dollars	Argent total restitué de l'étranger en millions de dollars
Philippines / MARCOS / 1965-86	5 à 10 MDS\$	658 Mill. \$ avec intérêts en 2003
Mali / TRAORE / 1968-91	1 à 2 MDS\$	2,4 Mill\$ (Suisse/1997)
Nigeria / ABACHA / 1993-98	2 à 6 MDS\$	160 Mill\$ (Jersey/2004) 594 Mill\$ (Suisse/2002-05)
Angola/ DOS SANTOS /1979-	Plusieurs MDS\$	21 Mill\$ (Suisse/2005)
Pérou / FUJIMORI / 1990-2000	0,6 à 1,5 MDS\$	80,7 Mill\$ (Suisse/2002-04) 20,075 Mill\$ (EU/2006)
Haïti / DUVALIER / 1971-86	0,5 à 2 MDS\$	/
RDC - Zaïre / MOBUTU / 1965-1997	5 à 6 MDS\$	/
Kazakhstan / NAZARBAEV / 1991-	1MDS\$	/
Kenya / MOI / 1978-2002	3MDS\$	/
Indonésie / SUHARTO / 1967-98	15 à 35 MDS	/
Iran / M.PAHLAVI / 1941-79	35 MDS\$	/

Source : Document de travail du CCFD par Jean Merckaert et Antoine Dulin, "*Biens mal acquis profitent trop souvent. La fortune des dictateurs et les complaisances occidentales.*" , 2008.

<http://www.argentsale.org/la-fuite-des-capitaux-des-pays-du-sud.php>

La lutte contre la corruption

15) Annexe: Sources d'informations sur la corruption :



Internet :

- [_ http://www.argentsale.org](http://www.argentsale.org)
- <http://www.argentsale.org/la-fuite-des-capitaux-des-pays-du-sud.php>
- www.stopcorruption.eu
- Un lieu sécurisé et anonyme pour signaler la corruption : www.BRIBELine.org
- NGO Corruption Fighters Resource Book,
http://www.impactalliance.org/ev_en.php?ID=12430_201&ID2=DO_TOPIC
- <http://www.karmayog.org/anticorruption>
- http://www.memo.fr/article.asp?ID=THE_EDU_004
- <http://www.karmayog.org/anticorruption> un recueil d'article en anglais sur la corruption.
- http://www.oecd.org/document/63/0,3343,fr_2649_33745_31237439_1_1_1_1,00&&en-USS_01DBC.html Critères des paradis fiscaux (OCDE).
- <http://www.fsa.ulaval.ca/personnel/vernag/eh/f/ethique/corrupt.pays.html>
- <http://www.fsa.ulaval.ca/personnel/vernag/EH/F/ethique/corruption.html>
- <http://www.fsa.ulaval.ca/personnel/vernag/EH/F/ethique/corrupt.principes.html>

La lutte contre la corruption

15) Annexe: Sources d'informations sur la corruption :

Internet (suite):

- <http://www.diploweb.com/UE-27-La-corruption-reste-un-defi.html>
- <http://wopedia.mobi/fr/Corruption>
- http://www.coe.int/t/dghl/cooperation/economiccrime/corruption/default_en.asp
- <http://anticor.org>
- *Recommandation sur les propositions de clauses anti-corruption à intégrer dans les contrats relatifs aux marchés financés par l'aide : Rapport sur les mesures prises par les membres du Comité d'Aide au développement, OCDE (mai 1997). Source :*
http://www.oecd.org/document/39/0,3746,fr_2649_34855_2394535_1_1_1_1,00.html
- <http://niarunblog.unblog.fr/fortunes-mal-acquises-et-secret-bancaire/lutte-contre-la-corruption>
- *Les paradis fiscaux, pierre angulaire du système,* <http://fortune.fdesouche.com/11974-les-paradis-fiscaux-pierre-angulaire-du-systeme> (un article intéressant pour les chiffres qu'il fournit).
- - *Les paradis fiscaux - Lecture croisée du rapport d'ATTAC et du Rapport Parlementaire de Vincent Peillon et Arnaud de Montebourg,* Aude Rousselot et Samuel, Sciences Po, 13/06/2002, <http://www.memoireonline.com/12/05/14/paradis-fiscaux.html>



La lutte contre la corruption

16) Annexe : Citations :

- « *Ce qui rend la corruption, ou même la simple médiocrité des élites, si funeste, c'est la solidarité qui lie entre eux tous leurs membres, corrompus ou non corrompus, dans la défense du prestige commun » . Le Chemin de la Croix-des-Ames (1948), Mars 1942, citations de Georges Bernanos*
- « *Il y a des richesses [humaines] (1), qu'on ne peut gagner avec de l'argent* » .
- « *La corruption fait obstacle à la joie de tous* » (entendu par l'auteur en Afrique).
- « *Pour une société juste, il faut des institutions justes* » .
- « *On est plus grand, quand on pense aux autres* » .
- « **Plus on corrompt, plus la corruption coûte, et elle ne rend point à proportion de l'achat » , Mes pensées ou Le qu'en dira-t-on (1752), CCCLIV, Citations de Laurent Angliviel de La Beaumelle**
- « *Révélée, la corruption financière peut être combattue et sanctionnée. La corruption des idées est plus insidieuse, plus subtile et, à ce titre, d'une dangerosité plus essentielle* » , Edwy Plenel (journaliste), Extrait de « *Secrets de jeunesse* » .

(1) Comme la joie, l'amour, l'amitié, l'affection, le bonheur ...



La lutte contre la corruption

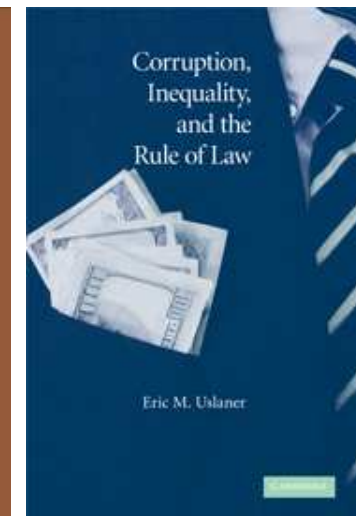
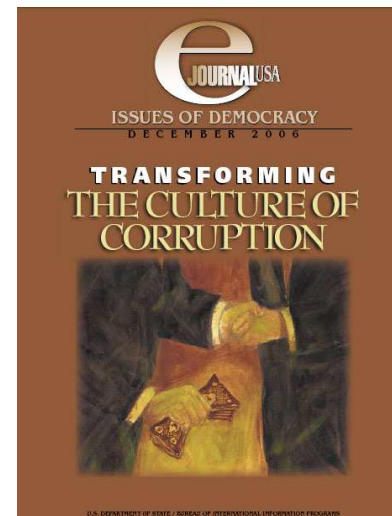
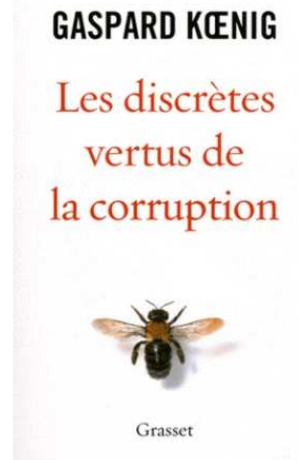
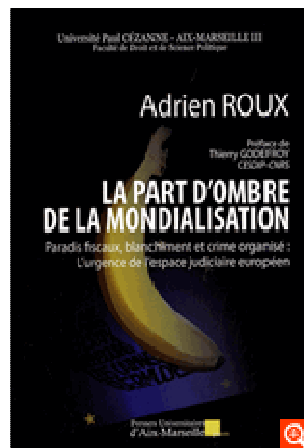
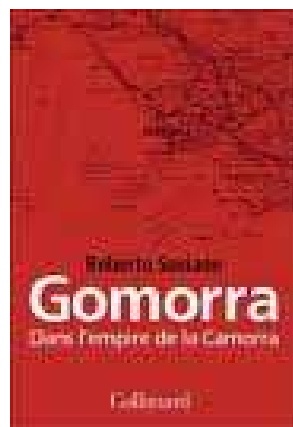
17) Annexe: Bibliographie :

- *Determinants of Customs Fraud and Corruption: Evidence from Two African Countries*, Stasavage, David et Daubrée, Cécile, Document Technique n°138 du Centre de développement, Août 1998.
- *La lutte contre la corruption*, Frédérique Farouz-Chopin, Presse Universitaire de Perpignan, 2005.
- *Lutte contre la corruption (la)*, Alt/Luc E./I., PUF, Que sais-je ?, 1998.
- *Les cercles vicieux de la corruption en Algérie*. Cécile Jolly. La Revue internationale et stratégique. 2001/3 - n° 43.
- Djillali Hadjadj, *Corruption et démocratie en Algérie*, Paris, La Dispute, 2001 (rééd.).
- OCDE, « Dossier spécial corruption », L'Observateur de l'OCDE, no 220, avril 2000.
- *Corruption: Glossaire Des Normes Penales Internationales*, OECD Publishing, 2008.
- *Aux origines de la corruption*, de Carine Doganis, PUF.
- *Les discrètes vertus de la corruption*, Gaspard Koenig, Grasset.
- *Transforming the culture of corruption*, e-journal USA, Issues of democracy, december 2006, US department of state, Bureau of international information programs.
- Hallak, J. et M. Poisson. 2009. [\[1\] \[archive\]](#) *Ecoles corrompues, universités corrompues: que faire?*. Paris: IIEP-UNESCO.
- *La Corruption : Problématique et Solutions* - Claude Jamati, WBI (Atelier Régional sur la Réforme du Secteur de l'Eau et de l'Assainissement en Afrique Francophone).
- *Abdou Diouf: biographie politique et style de gouvernement*, Lamine Tirera, L'Harmattan, 2006.

La lutte contre la corruption

17) Annexe : Bibliographie (suite) :

- *La corruption dans tous ses États*, M. Arseneault, L'Actualité, 1 juin 1998. pp 18-20.
- *Combattre la corruption*, Robert Klitgaard, Paris, Nouveaux Horizons, 1995, 228 p. (éd. originale : Controlling corruption, University of California Press, 1988).
- *Les effets de la corruption sur le développement*, Dieter Frisch, le Courrier ACP-UE no. 158, juillet-août 1996: pages 68 – 70.
- *Haïti : économie politique de la corruption : L'ensauvagement macoute et ses conséquences (1957-1990)*, Leslie-J-R Péan, 2007.
- *Gomorra*, Roberto Saviano, Gallimard, 2007.
- *La justice, les affaires, la corruption*, Bernard Bertossa, Conversations avec Agathe Duparc, Fayard, 2009.



La lutte contre la corruption

17) Annexe : Bibliographie (suite) :

- *Démocratie et corruption en Europe*, Découverte, Donatella Della Porta et Yves Mény, 1995.
- *Lobbying et santé - Comment certains industriels font pression contre l'intérêt général*, Roger Lenglet, Editions Pascal/Mutualité Française, 2009.
- *Corruption, inequality and the rule of law*, Eric M. Uslaner, Cambridge University Press, 2008.
- Les paradis fiscaux, Christian Chavagneux et Ronan Palan, Ed. La découverte & Poche, 2007.



La lutte contre la corruption

17) Annexe : Bibliographie (suite) :

- ASSEMBLEE NATIONALE *Rapport de la mission parlementaire d'information sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment des capitaux en Europe*, Président Vincent Peillon et rapporteur Arnaud Montebourg, éd. de l'Assemblée Nationale, 2000.
- ATTAC *Les paradis fiscaux*, éd. Mille et une nuits, 2000.
- ECO U. *Comment voyager avec un saumon `Comment visiter les marigots de demain'*, éd. Folio 1998
- CHAMBOST E. *Guide Chambost des Paradis Fiscaux*, éd. Favre, 1999, 735 p.
- DUHAMEL G. *Les paradis fiscaux, palmarès comparé* ed. Grencher, 2001
- MAILLARD J. de, *Un monde sans loi*, éd. Stock 1998
- PALAN R., Tax Havens and the Commercialization of State Sovereignty, in *International Organization*, 56, 1-2002
- *Le Monde Diplomatique*, dossier `Dans l'archipel du crime organisé', avril 2000
- *Les Dossiers et Documents du Monde* Le monde trouble de l'offshore, février 2001
- *L'économie Politique*, `les Paradis Fiscaux', 1999-4 n°4 (articles de F. CHESNAIS sur la mondialisation financière, et de B. BADIE sur le dépassement du principe de souveraineté)
- Rapport 2000-2001 du GAFI : www1.oecd.org/fatf/pdf/PR-20010622_fr.pdf
- Rapport 1998 OCDE « Harmful Tax Competition »
- Rapport 199? ONU - Office pour le Contrôle des drogues et la prévention du crime ODCCP `Paradis fiscaux : secret bancaire et blanchiment d'argent'
- *La Suisse lave plus blanc*, Jean Ziegler, Le Seuil, Paris, 1990.
- *La part d'ombre de la mondialisation*, Adrien Roux, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2010.
- *Guide des nouveaux paradis fiscaux*, Warren de Rajewicz, Ed. Favre, édition 2010.
- *Paradis fiscaux et opérations internationales : Mesures anti évacion, lutte contre le blanchiment, pays et zones à fiscalité privilégiée*, Editions Francis Lefebvre, 2005.

La lutte contre la corruption

18) Annexe : ONG luttant contre la corruption :

- **TRANSPARENCY INTERNATIONAL** (TI) : organisation de la société civile menant la lutte contre la corruption pour mettre fin à son impact dévastateur sur les hommes, les femmes et les enfants du monde entier. La mission de TI est de créer le changement nécessaire conduisant à un monde exempt de corruption.

- <http://www.transparency.org> http://fr.wikipedia.org/wiki/Transparency_International

- **REN-LAC**, Réseau National de Lutte Anti-Corruption, 01 BP 2056, Ouagadougou 01, BURKINA FASO, Tel : (226) 50 33 04 73 , Num vert : 8000 11 22, Mail : renlac@renlac.org, Site : www.renlac.org

- **SURVIE** : association spécialisée dans la dénonciation des turpitudes de la « Françafrique ». <http://survie.org> (voir une de ses actions : <http://fr.allafrica.com/stories/200806130533.html?page=2>).

- **SHERPA** : groupement de juristes spécialisés dans la défense des droits de l'homme. www.asso-sherpa.org

- **ANTICOR** : association française créée en 2002 sous l'égide de [Séverine Tessier](#) et parrainée notamment par [Éric Halphen](#), regroupe des élus de toutes tendances politiques qui ont décidé de s'unir contre la corruption. Des juristes et des personnalités engagées soutiennent cette association à travers son comité de parrainage. Anticor décerne chaque année un prix de la casserole à un élu condamné pour des faits de corruption et un prix d'Éthique à une personne ayant fait preuve de courage pour dénoncer la corruption ou ayant montré une intégrité remarquable. <http://anticor.org>

La lutte contre la corruption

18) Annexe : ONG luttant contre la corruption (suite) :

Organisation mondiale des parlementaires contre la corruption :
www.gopacnetwork.org

• **ONE**, organisation non gouvernementale, cofondée par Bono, pour lutter contre l'extrême pauvreté et les inégalités Nord-Sud, particulièrement en Afrique. Plus d'infos sur :
www.one.org/fr

• **Tax Justice Network** : Le Réseau pour la Justice Fiscale (TJN) rassemble des organisations, des mouvements sociaux et des individus qui œuvrent pour la coopération fiscale internationale, contre la fraude fiscale ou la concurrence fiscale entre états, faisant la promotion de la transparence dans la finance internationale, en s'opposant au secret bancaire. www.taxjustice.net



↑ L'aide alimentaire mondiale est souvent détournée et revendue par des membres du gouvernement ou des fonctionnaires corrompus.

La lutte contre la corruption

18) Annexe : ONG luttant contre la corruption (suite) :

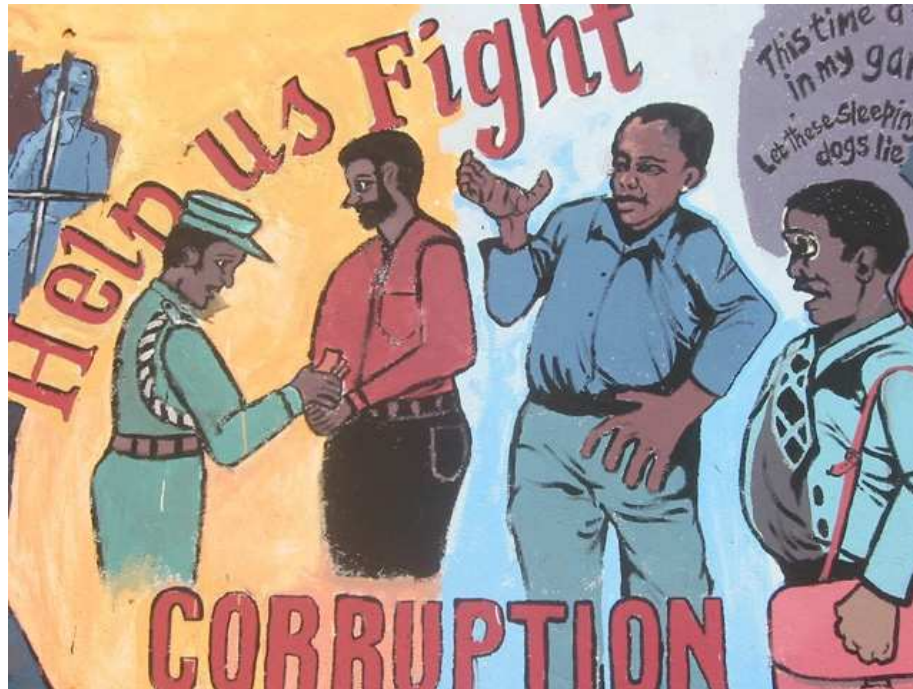


Jeu de la corruption, présentant les règles de la corruption dans les marchés publics (Editeur: Jeux Descartes) ↑

Sources : http://jeuxstrategie.free.fr/Corruption_presentation.php et www.descartes-editeur.com

La lutte contre la corruption

19) Annexe: exemples d'affiches pour des campagnes contre la corruption :



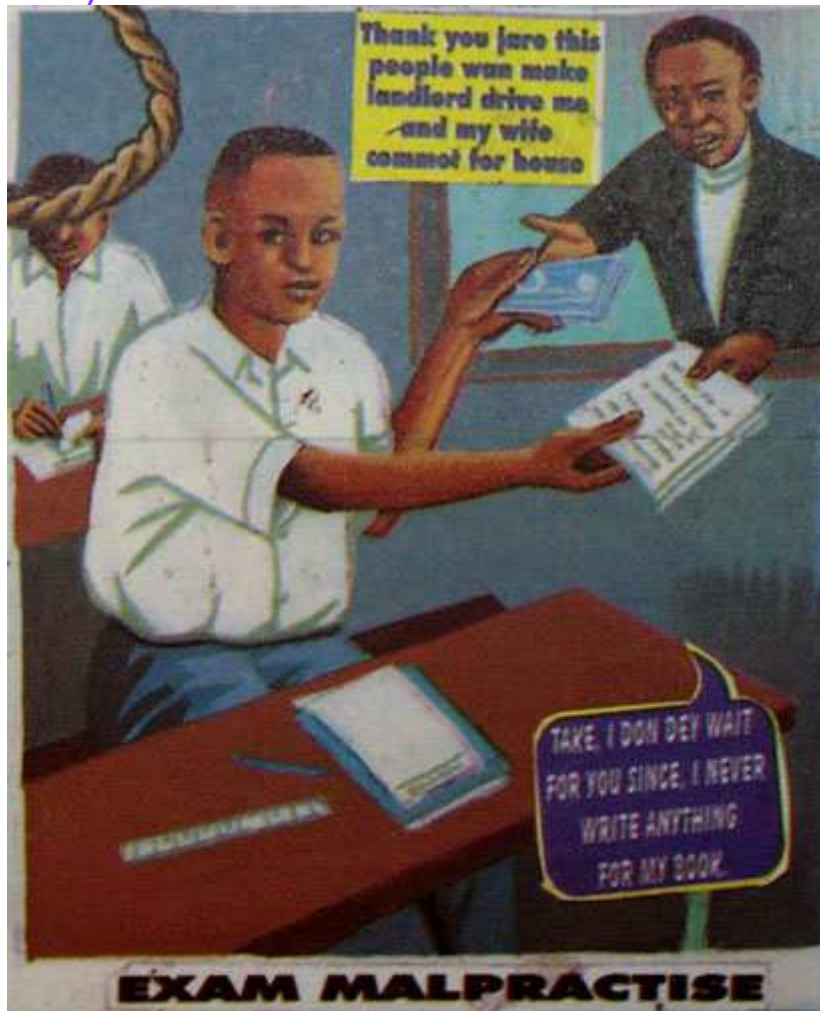
Affiches d'une campagne anti-corruption en Colombie.
Source : http://wikis.lib.ncsu.edu/index.php/Corruption_in_Colombia



Affiches d'une campagne anti-corruption visible à l'ambassade du Danemark à Hanoi (Vietnam). Source : <http://www.ambhanoi.um.dk/en/menu/Developmentpolicy/Danidas+Anti+corruption+policy>

La lutte contre la corruption

19) Annexe: exemples d'affiches pour des campagnes contre la corruption (suite) :



Affiches d'une campagne anti-corruption au Nigéria.

Source : http://www.interet-general.info/article.php?id_article=11542

La lutte contre la corruption

19) Annexe: exemples d'affiches pour des campagnes contre la corruption (suite & fin) :

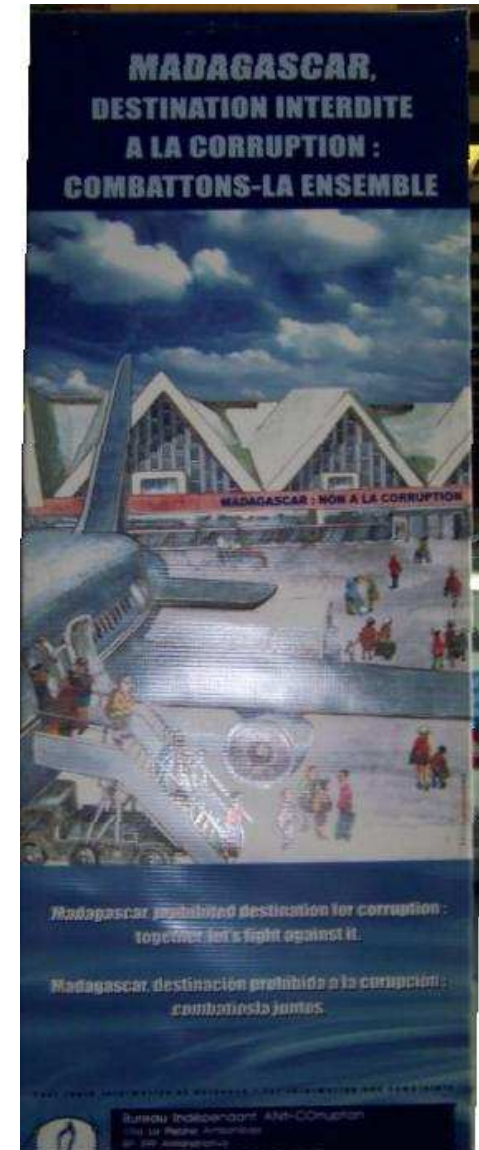


Affiche d'une campagne anti-corruption au Nigéria.

Affiche anti-corruption visible dans la salle d'arrivée de l'aéroport d'Antananarivo (Madagascar) (Photos de l'auteur) →



↑ Affiche d'une campagne anti-corruption à Nouakchott (Mauritanie) _ source Wikipedia.



La lutte contre la corruption

20) Annexe: caricatures :



Les caricatures peuvent avoir leur petite contribution positive à la lutte contre la corruption, à condition que le dessinateur sache la limite à ne pas dépasser (ce qui n'est pas toujours facile à appréhender)..



RAPPORT DE TRANSPARENCY INTERNATIONAL SUR LA CORRUPTION :
L'ALGERIE PROGRESSE....



←Qu'est ce qui tue la corruption ?

- l'honnêteté.
- la connaissance des lois !
- la transparence !
- la justice !
- la responsabilité !

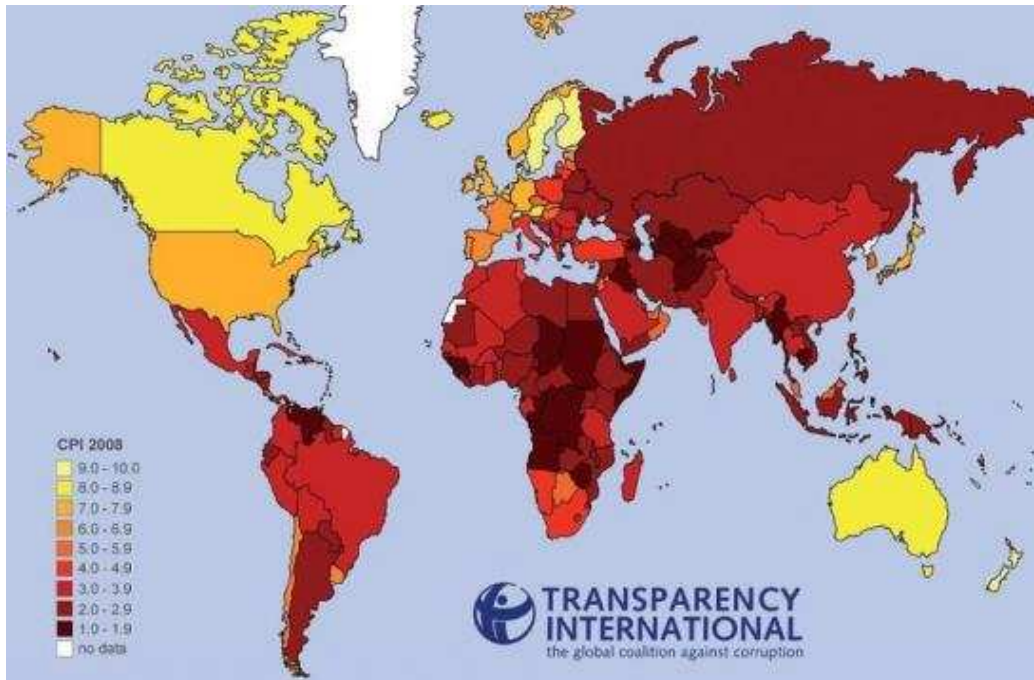
La lutte contre la corruption

20) Annexe: caricatures (suite) :

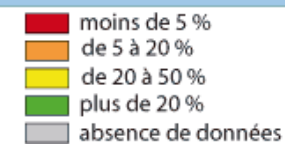
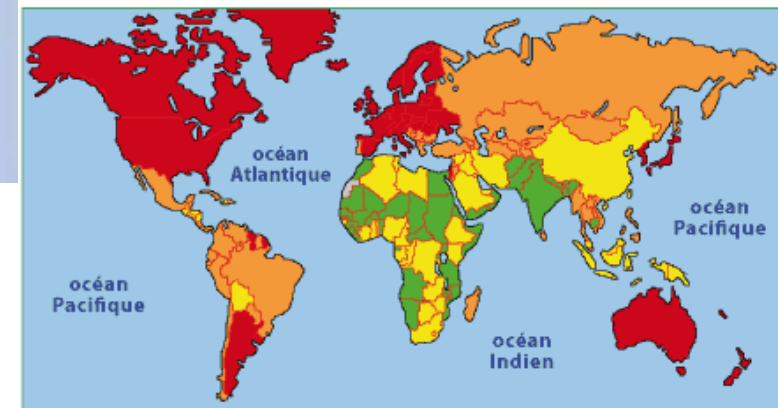


La lutte contre la corruption

21) Annexe: Indice de la corruption dans le monde :



← Carte de l'indice de la corruption dans le monde (selon l'ONG Transparency International, en 2007).



Par comparaison, carte du taux d'alphabétisation dans le monde →
On constate que les 2 cartes ne se recouvrent pas systématiquement.

La lutte contre la corruption

21) Annexe: Indice de la corruption dans le monde en 2007 (suite) :

country rank	country	2007 CPI score	surveys used	confidence range
1	Denmark	9.4	6	9.2 - 9.6
1	Finland	9.4	6	9.2 - 9.6
1	New Zealand	9.4	6	9.2 - 9.6
4	Singapore	9.3	9	9.0 - 9.5
4	Sweden	9.3	6	9.1 - 9.4
6	Iceland	9.2	6	8.3 - 9.6
7	Netherlands	9.0	6	8.8 - 9.2
7	Switzerland	9.0	6	8.8 - 9.2
9	Canada	8.7	6	8.3 - 9.1
9	Norway	8.7	6	8.0 - 9.2
11	Australia	8.6	8	8.1 - 9.0
12	Luxembourg	8.4	5	7.7 - 8.7
12	United Kingdom	8.4	6	7.9 - 8.9
14	Hong Kong	8.3	8	7.6 - 8.8
15	Austria	8.1	6	7.5 - 8.7
16	Germany	7.8	6	7.3 - 8.4
17	Ireland	7.5	6	7.3 - 7.7
17	Japan	7.5	8	7.1 - 8.0
19	France	7.3	6	6.9 - 7.8
20	USA	7.2	8	6.5 - 7.6
21	Belgium	7.1	6	7.1 - 7.1

22	Chile	7.0	7	6.5 - 7.4
23	Barbados	6.9	4	6.6 - 7.1
24	Saint Lucia	6.8	3	6.1 - 7.1
25	Spain	6.7	6	6.2 - 7.0
25	Uruguay	6.7	5	6.4 - 7.0
27	Slovenia	6.6	8	6.1 - 6.9
28	Estonia	6.5	8	6.0 - 7.0
28	Portugal	6.5	6	5.8 - 7.2
30	Israel	6.1	6	5.6 - 6.7

← Les pays en tête du classement.

Notes explicatives :

- Le **CPI score** a trait à la perception du degré de corruption vu par les gens d'affaires et analystes pays. Il varie entre 10 (très propre) à 0 (très corrompu).
- "**Confidence range**" (Intervalle de confiance) fournit une gamme de valeurs possibles pour le CPI score. Cela reflète la note d'un pays peut varier, en fonction de la précision des mesures. Nominale, avec 5 pour cent de probabilité la note est au-dessus de cette fourchette et avec un autre de 5 pour cent, il est ci-dessous. Cependant, surtout lorsque seulement peu de sources sont disponibles, une estimation non biaisée de la probabilité de couverture moyenne est inférieure à la valeur nominale de 90%.
- "**Surveys used**" (Sources utilisées) se réfère au nombre d'enquêtes pour évaluer la performance d'un pays. 14 enquêtes et analyses d'experts ont été utilisés et au moins 3 ont été nécessaires pour qu'un pays soit inclus dans l'IPC.

La lutte contre la corruption

21) Annexe: Indice de la corruption dans le monde en 2007 (suite) :

Les pays en bas du classement →



↑ La corruption contribue à augmenter la pauvreté des pays pauvres.

country rank	country	2007 CPI score	surveys used	confidence range
150	Zimbabwe	2.1	8	1.8 - 2.4
162	Bangladesh	2.0	7	1.8 - 2.3
162	Cambodia	2.0	7	1.8 - 2.1
162	Central African Republic	2.0	5	1.8 - 2.3
162	Papua New Guinea	2.0	6	1.7 - 2.3
162	Turkmenistan	2.0	5	1.8 - 2.3
162	Venezuela	2.0	7	1.9 - 2.1
168	Congo, Democratic Republic	1.9	6	1.8 - 2.1
168	Equatorial Guinea	1.9	4	1.7 - 2.0
168	Guinea	1.9	6	1.4 - 2.6
168	Laos	1.9	6	1.7 - 2.2
172	Afghanistan	1.8	4	1.4 - 2.0
172	Chad	1.8	7	1.7 - 1.9
172	Sudan	1.8	6	1.6 - 1.9
175	Tonga	1.7	3	1.5 - 1.8
175	Uzbekistan	1.7	7	1.6 - 1.9
177	Haiti	1.6	4	1.3 - 1.8
178	Iraq	1.5	4	1.3 - 1.7
179	Myanmar	1.4	4	1.1 - 1.7
179	Somalia	1.4	4	1.1 - 1.7



↑ 1) Un billet d'1 trillion de \$ Zimbabween en 2009 (100 mille milliard de \$ Zimbabwe).
 2) Dans un des pays les plus corrompus au monde _ le Zimbabwe, où le taux d'inflation annuel (entre juillet 2007 et juillet 2008) atteint environ 231 000 000 % _, 100 milliard de dollars zimbabween vaut 3 œufs.

Ce taux est tellement énorme, que Les autorités zimbabweennes avaient déjà dévalué le dollar zimbabween de 93% en 2003.

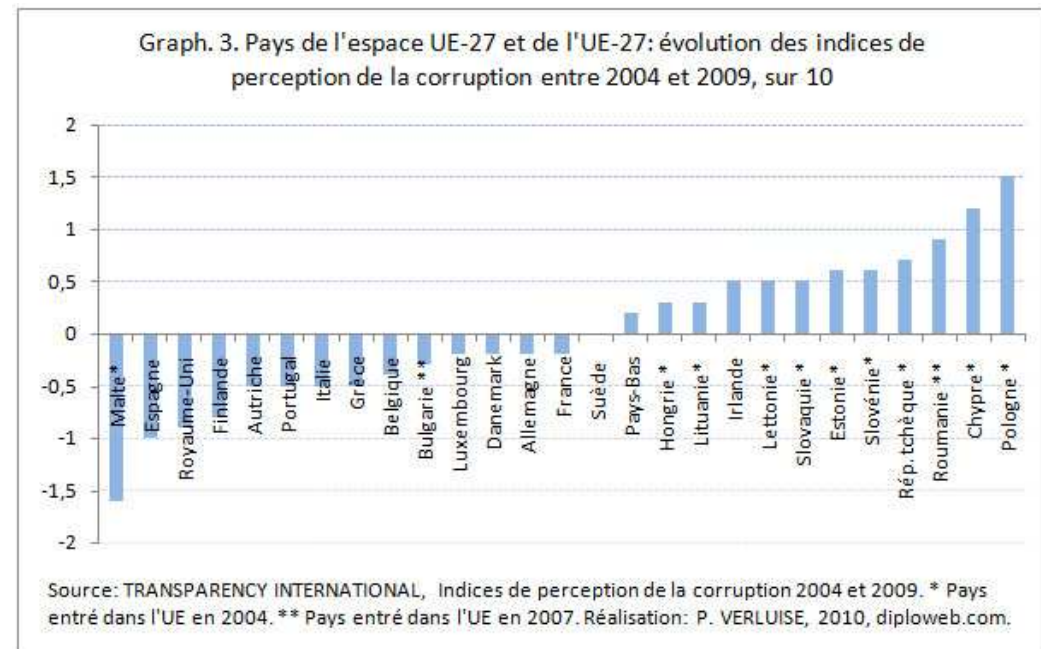
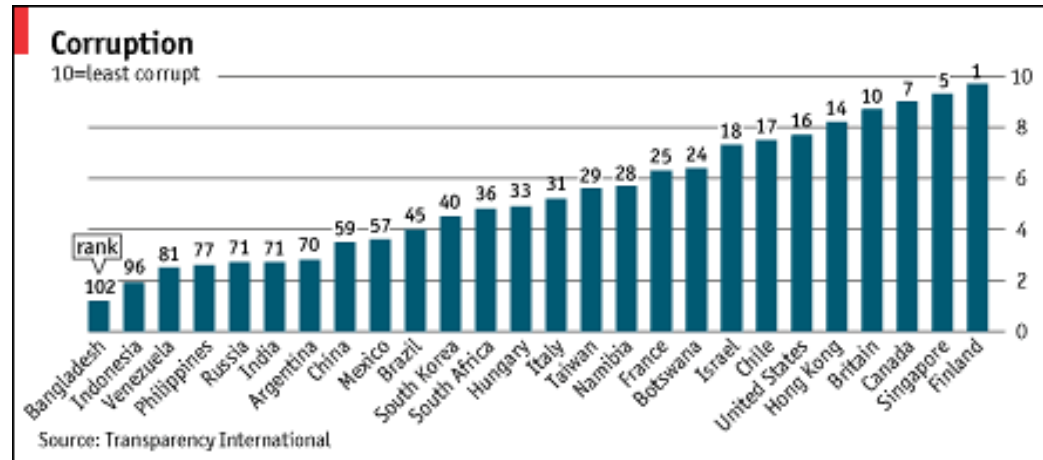
Source: <http://www.afrik.com/article5736.html>

↑ Sources : http://fr.wikipedia.org/wiki/Indice_de_perception_de_la_corruption
http://www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/cpi/2007 ↑

La lutte contre la corruption

21) Annexe: Indice de la corruption dans le monde en 2007 (suite et fin) :

- 147 des 184 pays membres des Nations Unies ont adhéré à la Convention des Nations Unies contre la corruption.
 - Plus de 23 pays _ représentant une proportion de plus de **un pour sept** parmi les signataires de la Convention des Nations Unies contre la corruption _ ont en effet demandé une aide pour lutter contre la corruption, sous une forme ou une autre.
 - Et des progrès ont été faits pour ce qui est d'aider les pays à renforcer leurs capacités et à collaborer aux processus de restitution des avoirs volés.
- (Source : El Watan, 22.11.2010).



La lutte contre la corruption

22) Annexe: Les paradis fiscaux :

Les paradis fiscaux sont un des principaux moyens (la pierre angulaire) facilitant le blanchiment de « l'agent sale » et l'organisation de la fraude fiscale. S'ils étaient interdits (mais ce n'est qu'un vœu pieux), plus de 90% de l'évasion fiscale ou du blanchiment d'argent se tariraient ou seraient bloqués. Ils ont aussi facilité la crise économique de 2008.

Mais malgré les déclarations de bonnes d'intentions de la plupart des pays dont ceux du G20, peu de choses changent, au fil du temps _ les paradis fiscaux sont toujours là, les enquêtes sur les évasions fiscales toujours aussi difficiles en 2011 (voir cartes des paradis fiscaux en 2005, 2006, 2007, 2008, pages suivantes).

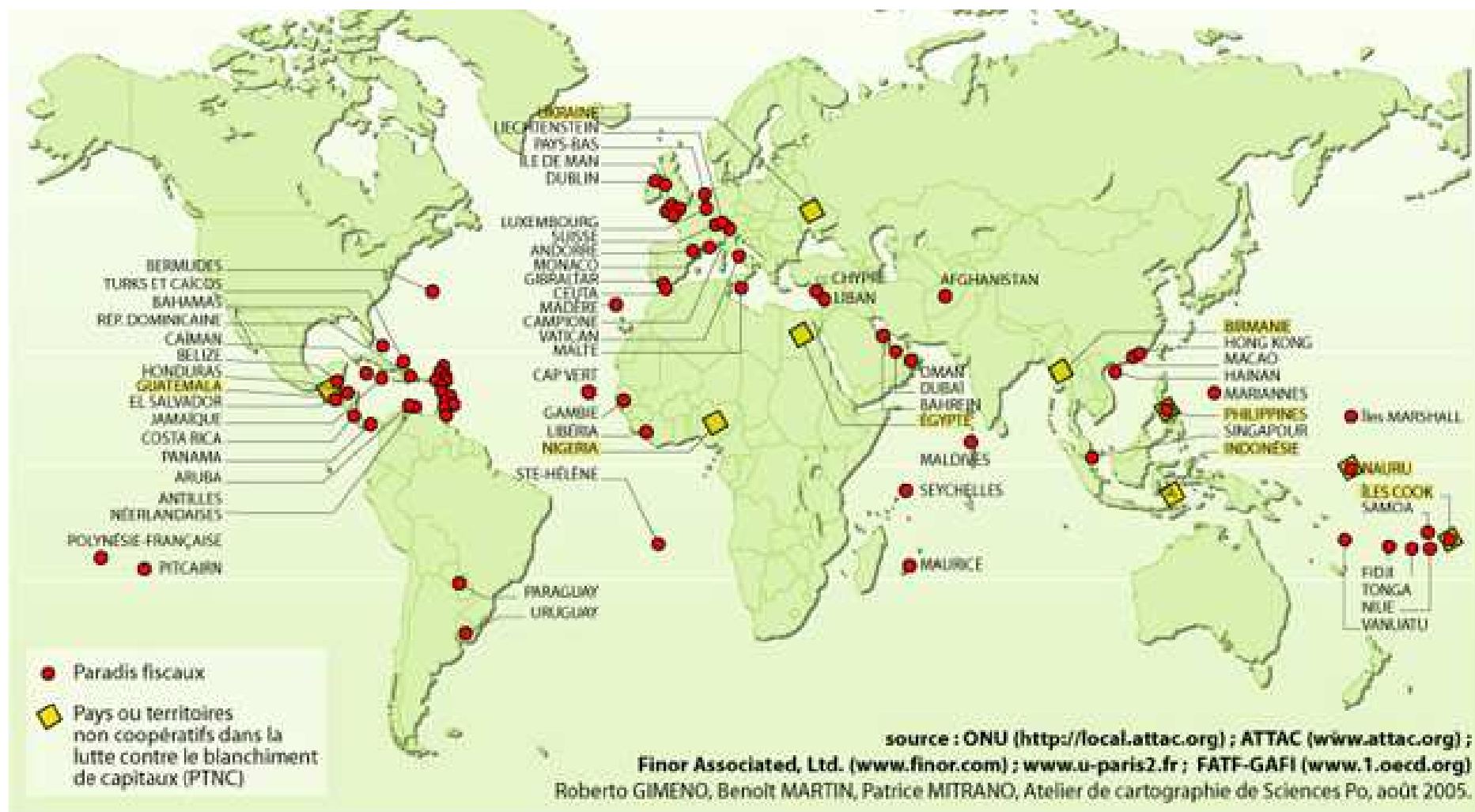


Emplacement des 52 paradis fiscaux dans le monde, selon l'OCDE.

Source : ARTE, émission « *Le dessous des cartes* », *Les Paradis fiscaux*, du 29 janvier 2011.

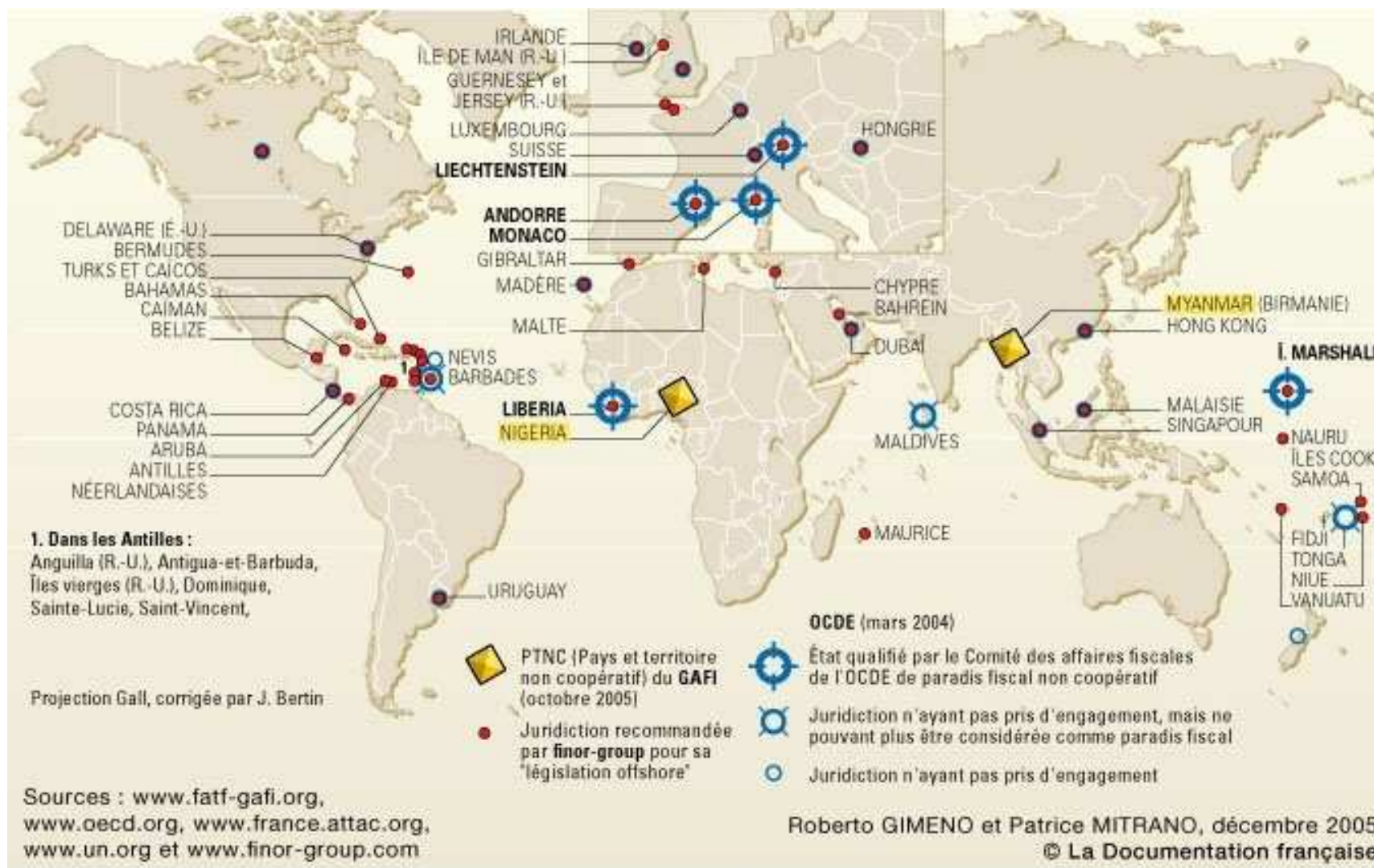
La lutte contre la corruption

22) Annexe: Les paradis fiscaux (suite) : carte paradis fiscaux 2005.



La lutte contre la corruption

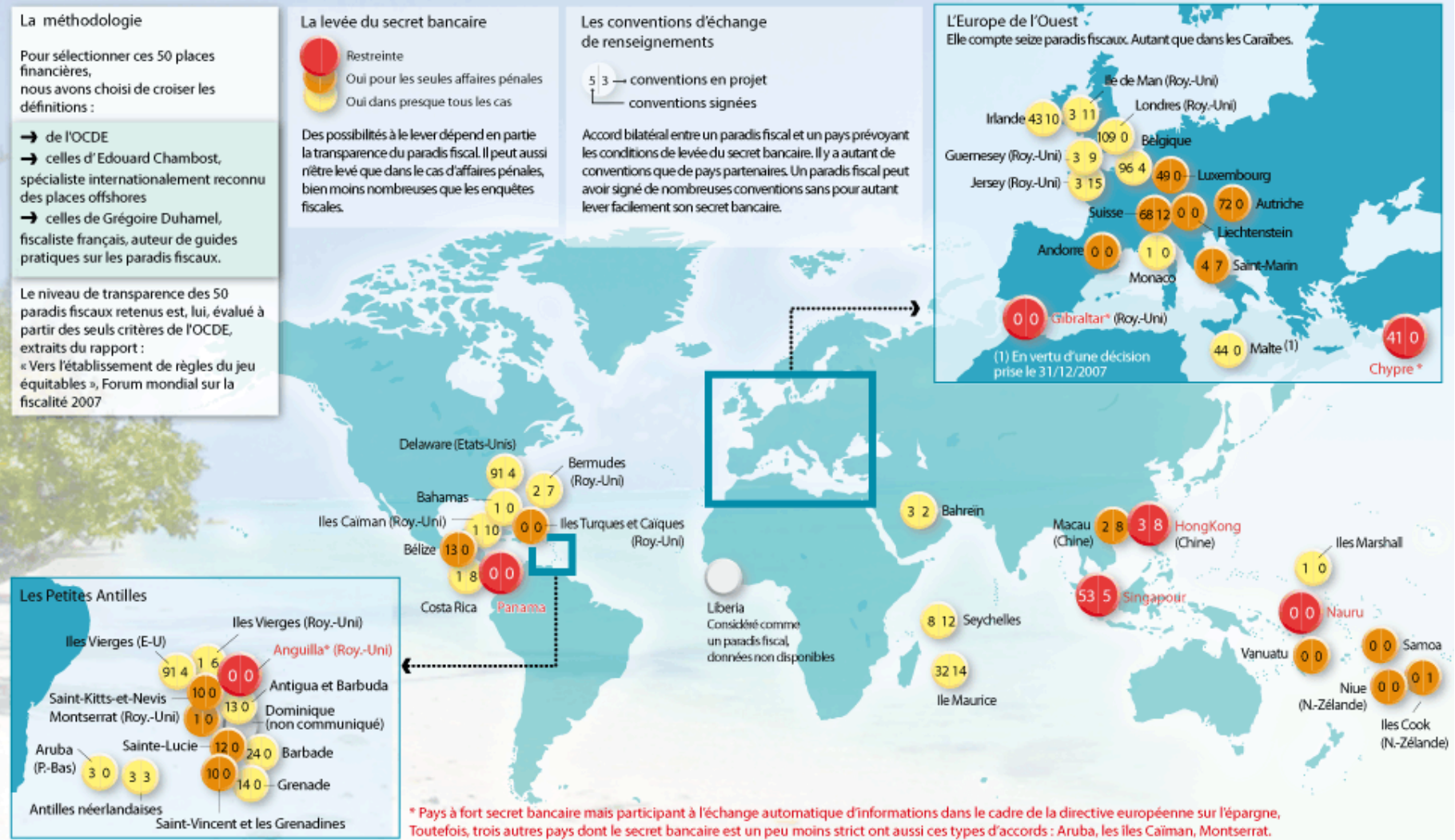
22) Annexe: Les paradis fiscaux (suite) : carte paradis fiscaux 2006.



La lutte contre la corruption

22) Annexe: Les paradis fiscaux (suite) : carte paradis fiscaux 2007.

50 pays peuvent être suspectés de pratiques fiscales plus ou moins douteuses



La lutte contre la corruption

22) Annexe: Les paradis fiscaux (suite) : carte paradis fiscaux 2008.

LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX : « PARADIS FISCAUX » ET PAYS DITS « NON COOPÉRATIFS »

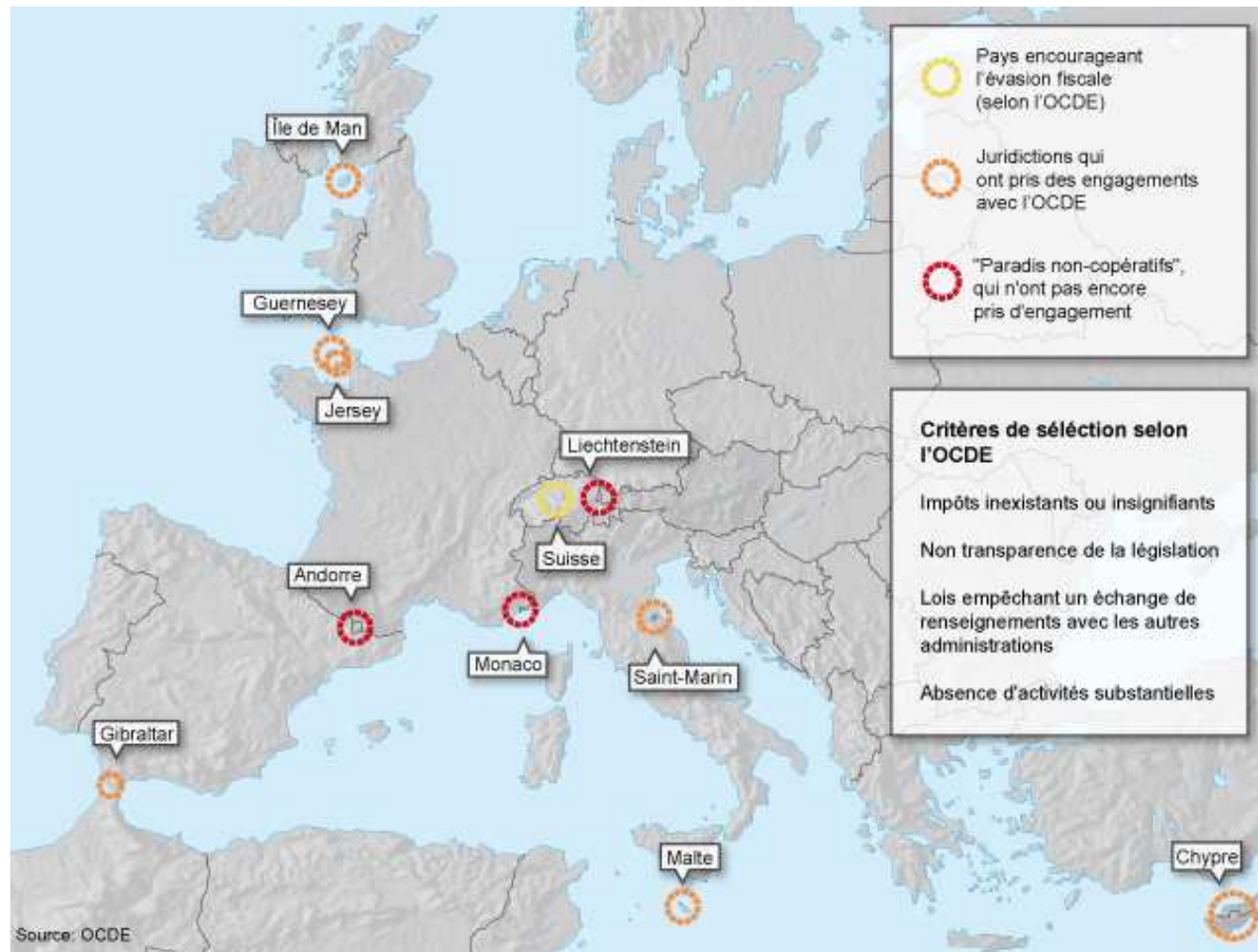


d'après *Questions Internationales* n°34,
La Documentation française, Paris, novembre-décembre 2008

La lutte contre la corruption

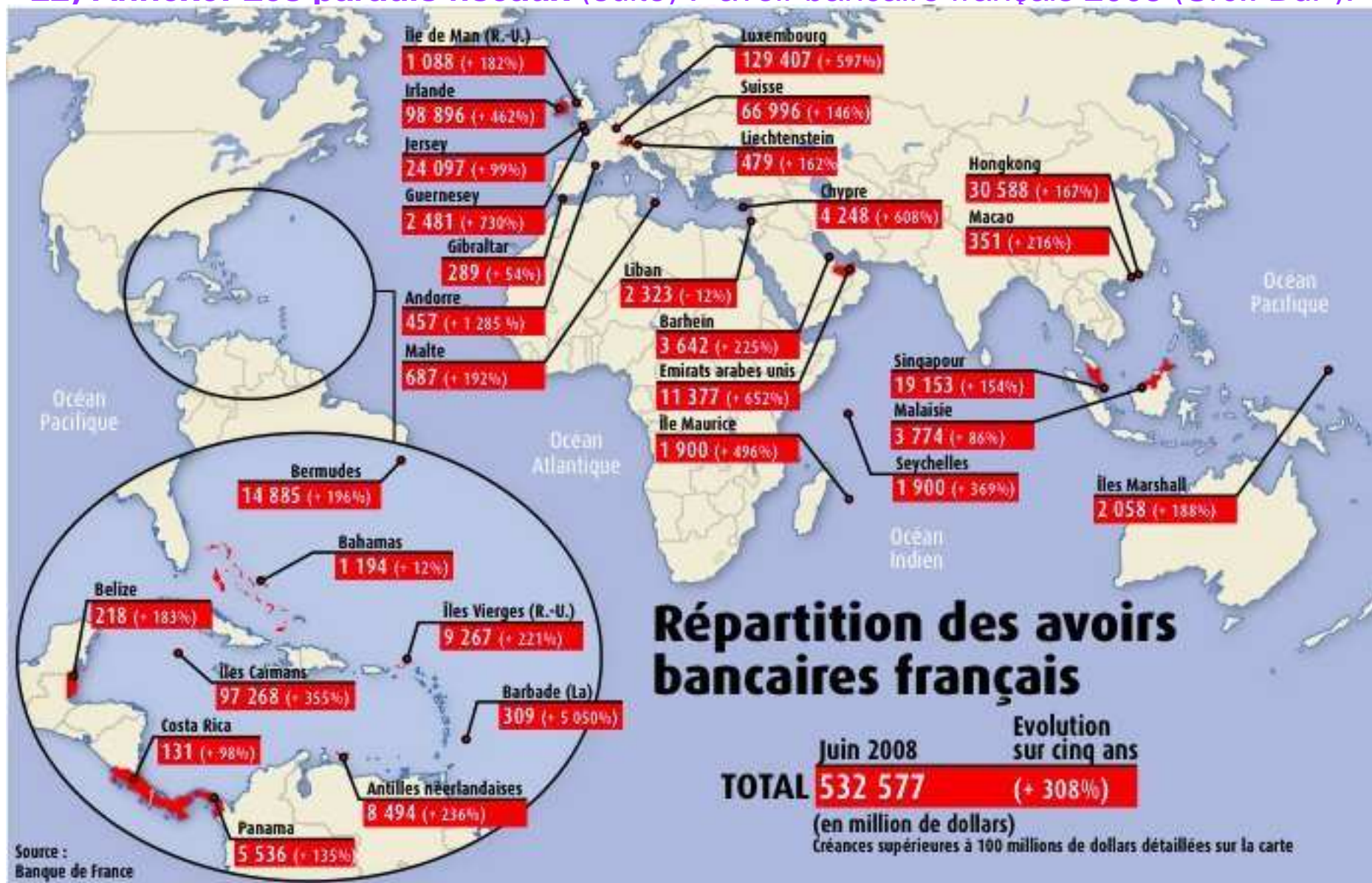
22) Annexe: Les paradis fiscaux (suite) :

Carte des paradis fiscaux européens (Source OCDE et Le Monde, en 2009) :



La lutte contre la corruption

22) Annexe: Les paradis fiscaux (suite) : avoir bancaire français 2008 (Src.: BdF).



La lutte contre la corruption

22) Annexe: Les paradis fiscaux (suite) : Avoir bancaire français 2008 (Src.: BdF).

• Si les entreprises du CAC 40 payait comme les autres, l'État pourrait encaisser 15 milliards d'euros par an au lieu de 6,5 actuellement.

• Pour 100 euros d'impôts sur les bénéfices payés par une PME, une entreprise du CAC 40 n'en paiera que 43. Ça fait 2,3 fois d'impôts en moins.

Source : Conseil des prélèvements obligatoires (France), rapport 2009.

LES GROUPES DE A A Z

	Capitalisation en Mds€	Pondération en %	Variation depuis janv. 09		Capitalisation en Mds€	Pondération en %	Variation depuis janv. 09
ACCOR	6,28	0,96	- 18,63	LAGARDERE	2,73	0,42	- 28,16
AIR FRANCE-KLM	2,12	0,36	- 23,01	L'OREAL	30,04	2,68	- 19,44
AIR LIQUIDE	16,43	3,15	- 3,8	LVMH	24,01	2,60	2,61
ALCATEL-LUCENT	2,87	0,47	- 19,18	MICHELIN	4,19	0,69	- 23,01
ALSTOM	11,31	1,45	- 6,17	PERNOD RICARD	8,91	1,46	- 23,46
ARCELORMITTAL	25,82	2,19	- 16,82	PEUGEOT	3,82	0,56	34,32
AXA	19,56	3,10	- 40,92	PPR	6,59	0,78	11,77
BNP PARIBAS	28,87	5,52	4,63	RENAULT	4,28	0,57	- 19,08
BOUYGUES	9,41	1,49	- 9,14	SAINT-GOBAIN	8,12	1,27	- 30,47
CAPGEMINI	3,66	0,69	- 8,78	SANOFLAVENTIS	53,69	8,39	- 10,11
CARREFOUR	18,46	3,24	- 4,81	SCHNEIDER ELECTRIC	11,97	2,14	- 8,75
CREDIT AGRICOLE	19,34	1,88	8,6	SOCIETE GENERALE	16,98	3,27	- 18,76
DANONE	17,62	3,06	- 20,57	STMICROELECTRONICS	2,96	0,40	- 31,99
DEXIA	4,19	0,33	- 25,63	SUEZ ENVIRONNEMENT	5,17	0,59	- 12,45
EADS	7,50	0,67	- 23,43	TOTAL	89,99	17,72	- 2,49
EDF	52,62	2,04	- 30,41	UNIBAIL-RODAMCO	8,39	1,67	- 3,29
ESSILOR INTL	5,92	1,16	- 16,47	VALLOUREC	3,43	0,64	- 21,17
FRANCE TELECOM	44,63	6,68	- 14,48	VEOLIA ENV.	8,21	1,25	- 21,71
GDF SUEZ	57,34	6,50	- 26	VINCI	14,36	2,61	- 3,7
LAFARGE	6,46	0,90	- 23,6	VIVENDI	22,91	4,49	- 15,86

↑ *Les grandes entreprises françaises raffolent des paradis fiscaux*, Caroline Mignon, Journal des Finances HEBDO, 21.03.2009
<http://www.jdf.com/tendance-valeurs/2009/03/21/04010-20090321ARTHBD00065-les-grandes-entreprises-francaises-raffolent-des-paradis-fiscaux.php>

La lutte contre la corruption

22) Annexe: Les paradis fiscaux (suite) :

•Après un premier essai de définition, à partir de l'année 2000, trois organismes internationaux d'évaluation et de régulation _ l'OCDE, le Forum de stabilité financière, et le Groupe d'action financière _ repérait *52 États et territoires pouvant être qualifiés de « paradis fiscaux »*.

•Cet inventaire est variable et imprécis. Par exemple, l'organisation indépendante **Tax Justice Network** arrive à une liste encore différente avec 81 paradis fiscaux (en 2007).

→Caractéristiques d'un « paradis fiscal » :

- une totale liberté de circulation des capitaux internationaux.
- un secret bancaire renforcé, voire total.
- un enregistrement facile et rapide des sièges des entreprises.
- l'absence de taxation des non-résidents du pays.

•Tax Justice Network estime que l'on pourrait même classer les paradis fiscaux en fonction de leur opacité, de la moindre opacité à l'extrême.

•Les paradis fiscaux sont souvent des micro-États, souvent peu peuplés, souvent insulaires (la moitié d'entre eux sont sous la juridiction de la Grande-Bretagne).

La lutte contre la corruption

22) Annexe: Les paradis fiscaux (suite) :

- Ce qui séduit avant tout, c'est la multitude des produits financiers et des services bancaires que les paradis fiscaux offrent, et qui attirent particuliers, entreprises et organisations criminelles.
- Par exemple, les 50 entreprises européennes les plus importantes sont toutes présentes dans les paradis fiscaux en Europe et dans le reste du monde, où elles ont domicilié 21% de leurs filiales.
- Les dirigeants du G20 inscrivent la lutte contre les paradis fiscaux à l'ordre du jour du Sommet de Londres d'avril 2009. Au terme de cette rencontre, le G20 rend publique une double liste :
 - Une liste grise, qui épingle les territoires qui se sont engagés à adopter des normes fiscales internationales, mais qui en fait ne font rien (38 pays).
 - Et une liste noire, désignant les États qui refusent tout engagement, soit 4 pays : Costa Rica, Uruguay, Malaisie, Philippines.
- Suite à la protestation de ces quatre derniers pays, et leur promesse de réformer leur réglementation fiscale et financière, la liste noire est abandonnée au profit d'un regroupement des 42 États et territoires à surveiller, sous une même liste grise.
- Fin 2010, cette même liste grise a été vidée de sa substance : de 42 États on est passés à 9 seulement, *suite aux accords de transparence signés par plusieurs pays, et aux promesses d'engagement d'autres pays (?!).* (Source : ARTE, LDDC).

La lutte contre la corruption

22) Annexe: Les paradis fiscaux (suite) :

- 11.500 milliards de dollars transiteraient par ces paradis, chaque année, alors que le PIB mondial est de 71.000 milliards de dollars. D'autres parlent de 10.000 milliards qui y seraient gérés chaque jour, d'autres de 10.000 milliards (toujours en dollars) qui y seraient placés (°) ...
- Le manque à gagner fiscal est estimé par certains à 100 milliards de dollars par an pour les États-Unis, 30 à 50 pour l'Allemagne, 20 à 50 pour la France et le Royaume-Uni.
- La commission Européenne a estimé en 2006 qu'en France, la fraude fiscale totale représentait 2 à 2,5% du PIB, donc 36 à 45 milliards d'euros pour l'année 2007.
- Selon le FMI, le blanchiment d'argent représente entre 800 et 2.000 milliards de dollars par an. Un tiers des montants recyclés de l'économie criminelle sert à payer les intermédiaires institutionnels tels que banques, cabinets d'avocats et fiduciaires, soit environ 300 milliards de dollars par an.
- Plus de 50% des avoirs détenus hors frontières se concentrent dans les paradis fiscaux, pour un montant estimé à 5.000 milliards de dollars.
- Les 50 premières banques mondiales sont présentes dans les paradis fiscaux (+).

(+) Les paradis fiscaux, Fondation SQLI, <http://fondation.sqli.com/index.php/fre/Les-cons%C3%A9quences/Les-paradis-fiscaux>

(°) Source : " *Londres ou New York sont aussi des paradis fiscaux*", John Christensen, directeur du Tax Justice Network (Réseau mondial pour la justice fiscale), Le Monde, 24.03.09.

La lutte contre la corruption

22) Annexe: Les paradis fiscaux (suite et fin) :

En conclusion :

- Il n'est pas très facile de définir de façon nette et précise qui sont les paradis fiscaux.
- Les efforts de transparence que l'on repère ici et là, semblent plus correspondre à des stratégies de communication qu'à une réelle volonté de changer les choses.
- Pourtant, il ne serait pas très difficile de façon pratique et réglementaire d'interdire les paradis fiscaux.
- Il suffirait que les grandes places financières internationales comme Tokyo, New York, Londres, Shanghai décident d'interdire toutes transactions à destination ou en provenance des paradis fiscaux.
- Sauf que les choses évidemment, sont plus compliquées que cela, d'abord il faut rappeler que beaucoup de paradis fiscaux sont des Etats souverains, or la fiscalité relève de la souveraineté de l'Etat.
- Deuxièmement, le manque de transparence rend difficile l'identification justement du paradis fiscal.
- Et puis troisièmement, *il y a un très grand nombre d'acteurs qui tirent profit de ces mécanismes et qui n'ont pas forcément envie qu'ils disparaissent.*

Source : ARTE, *Le dessous des cartes*, Emission *Les paradis fiscaux*, 29 jan 2011.

La lutte contre la corruption

22) Annexe: Les paradis fiscaux (suite) :

Tableau de la liste des paradis fiscaux et des principales places financières offshore →

Source : *IDENTIFYING TAX HAVENS AND OFFSHORE FINANCE CENTRES*, TJN, 2007.



Jurisdiction	COUNTRY CODE	OECD	FSF-IMF 2000	TJN 2005
Andorra	AD	■	■	■
Anguilla	AI	■	■	■
Antigua & Barbuda	AG	■	■	■
Aruba	AW	■	■	■
Australia	AU	□		
Austria	AT	□		
Bahamas	BS	■	■	■
Bahrain	BH	■	■	■
Barbados	BB	■	■	■
Belgium	BE	□	■	
Belize	BZ	■	■	■
Bermuda	BM	■	■	■
British Virgin Islands	VG	■	■	■
Canada	CA	□		
Cayman Islands	KY	■	■	■
Cook Islands	CK	■	■	■
Costa Rica	CR	■	■	
Cyprus	CY	■	■	■
Dominica	DM	■	■	■
Dubai	AE			■
Finland (Åland)	FI	□		
France	FR	□		
Germany (Frankfurt)	DE	□		■
Gibraltar	GI	■	■	■
Greece	GR	□		
Grenada	GD	■	■	■
Guernsey, Sark & Alderney	GG	■	■	■
Hong Kong	Kong	HK	■	■
Hungary	HU	□		■

La lutte contre la corruption

22) Annexe: Les paradis fiscaux (suite):

Tableau de la liste des paradis fiscaux et des principales places financières offshore (suite)

→

Source : *IDENTIFYING TAX HAVENS AND OFFSHORE FINANCE CENTRES*, TJN, 2007, www.taxjustice.net/cms/upload/pdf/Identifying_Tax_Havens_Jul_07.pdf



Jurisdiction	Code du pays	OCDE	FSF-IMF	TJN
Iceland	IS	□		■
Ireland	IE	□	■	■
Isle of Man	IM	■	■	■
Israel (Tel Aviv)	IL			■
Italy (Campione d'Italia & Trieste)	IT	□		■
Jersey	JE	■	■	■
Korea	KR	□		
Latvia	LV			
Lebanon	LB		■	■
Liberia	LR	■	■	
Liechtenstein	LI	■	■	■
Luxembourg	LU	□	■	■
Macao	MO		■	■
Malaysia (Labuan)	MY		■	■
Maldives	MV	■		■
Malta	MT	■	■	■
Marshall Islands	MH	■	■	■
Mauritius (île Maurice).	MU	■	■	■
Monaco	MC	■	■	■
Montserrat	MS	■	■	■
Nauru	NR	■	■	■
Netherlands (Pays-bas)	NL	□		■
Netherlands Antilles	AN	■	■	■
Niue	NU	■	■	■
Northern Mariana Islands	MP	■		
Palau			■	
Panama	PA	■	■	■
Portugal (Madeira)	PT	□		■
Russia (Ingushetia)	RU			■
Saint Kitts & Nevis	KN	■	■	■

La lutte contre la corruption

22) Annexe: Les paradis fiscaux (suite):

Signification des carrés employés dans le tableau précédent ↓ :

■	Paradis fiscaux (Tax Haven OECD/OCDE), TJN 2007 /Offshore Financial Centre FSF/IMF 2000
□	Pays membres de l'OCDE avec un régime fiscal potentiellement préférentiel et dommageable, repérés par l'OCDE en 2000
■	Plus désormais considéré comme un paradis fiscal selon l'OCDE 2006

Tableau de la liste des paradis fiscaux et des principales places financières offshore (suite et fin).

Source : *IDENTIFYING TAX HAVENS AND OFFSHORE FINANCE CENTRES*, TJN, 2007,
[www.taxjustice.net/cms/upload/pdf/Identifying Tax Havens Jul 07.pdf](http://www.taxjustice.net/cms/upload/pdf/Identifying_Tax_Havens_Jul_07.pdf)



La lutte contre la corruption

22) Annexe: Les paradis fiscaux (suite) :



Le circuit de l'argent issu du trafic de cocaïne

L'argent issu du trafic de cocaïne colombienne est placé dans les banques des paradis fiscaux, d'où il sort « blanchi », et prêt à être réinjecté dans l'économie légale, notamment via les banques européennes, avant d'être viré vers des comptes de sociétés en Suisse et au Luxembourg. L'argent atterrit ensuite sur un compte à pseudonyme en Autriche. Et, pour finir, il est réinvesti en Colombie par des sociétés de droit européen contrôlées par les cartels.

Source : ARTE, émission « *Le dessous des cartes* », *Les Paradis fiscaux*, le 29 janvier 2010, <http://www.arte.tv/fr/Comprendre-le-monde/le-dessous-des-cartes/392,CmC=396,view=maps.html>

La lutte contre la corruption

22) Annexe: Les paradis fiscaux (suite) :



Le processus du blanchiment :

Il se déroule en trois étapes: le placement, l'empilage et l'intégration :

-Le placement (ou préblanchiment): l'opération consiste à placer les importantes sommes d'argent recueillies de manière illicite dans le maillon faible du dispositif: l'économie de détail (achat de devises auprès d'agent de change, casinos de jeu, maison de retraite), le transfert par petits porteurs et petites coupures (« schtroumpfage »).

-L'empilage (ou lavage): l'opération consiste à gommer toute trace des origines criminelles de l'argent, en multipliant les transferts de compte à compte ou les transactions financières, notamment par le biais du « prêt apparent ». Ce procédé consiste à obtenir un prêt pour un investissement garanti par le montant du compte numéroté détenu dans la même banque par l'emprunteur. Le montant du prêt correspond à celui du dépôt et les intérêts à payer identiques à ceux perçus sur le compte numéroté.

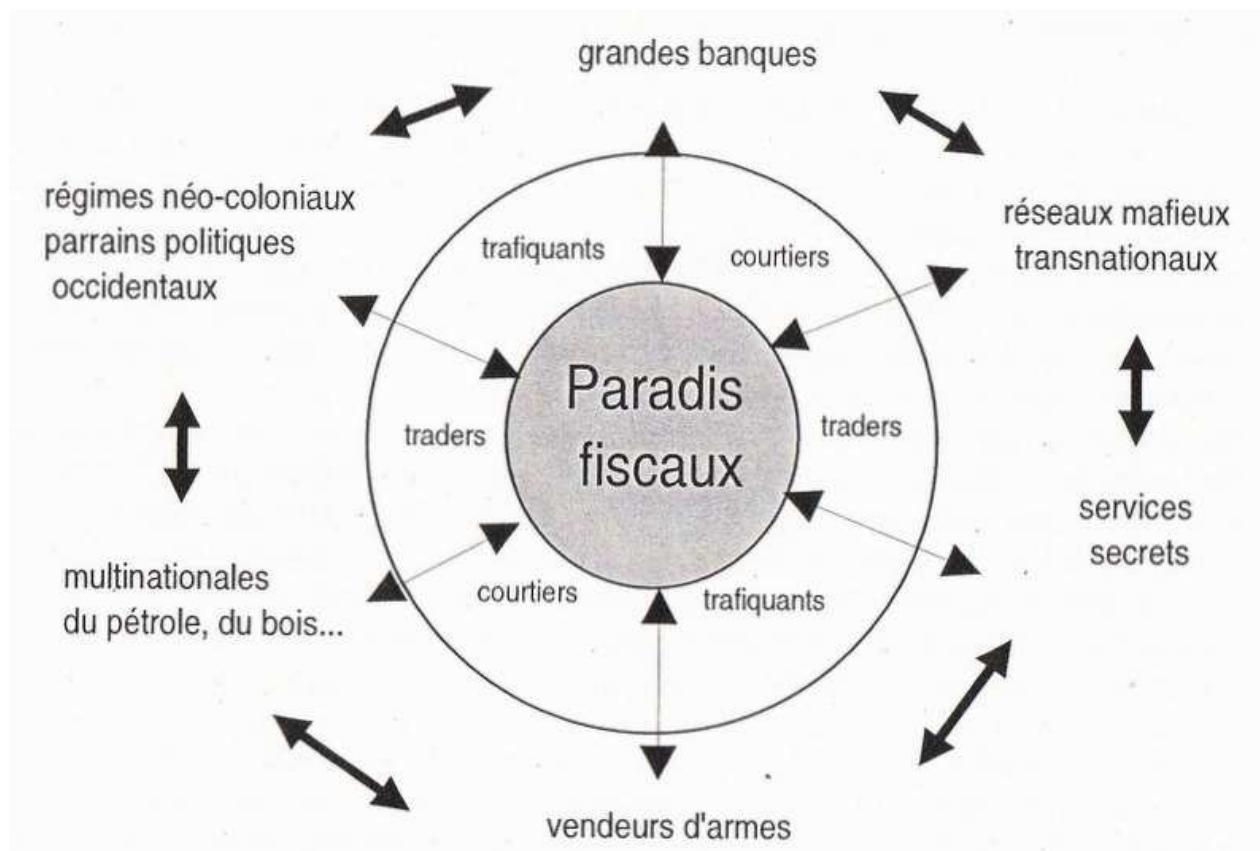
-L'intégration (ou recyclage), terme ultime, confère une apparence de légalité à des revenus d'origine criminelle, qui sont investis dans des circuits économiques officiels: immobilier, tourisme, finance. Ainsi le capital illicite part de New York par petits porteurs, fait d'abord une halte dans un des paradis fiscaux des micro-états de la région Pacifique-Caraïbes, se transfère sur des grandes places financières asiatiques pour reprendre un début de respectabilité (Hongkong, Singapour) et termine dans les grandes places financières occidentales (Suisse, Luxembourg).

Source : *Paradis Fiscaux, la face hideuse de la mondialisation*, René Naba, 01/06/2006,

<http://www.renenaba.com/?p=635>

La lutte contre la corruption

22) Annexe: Les paradis fiscaux (suite et fin) :



↑ *Les acteurs et leurs intermédiaires utilisant les paradis fiscaux.* Source : Les paradis fiscaux, Fondation SQLI, <http://fondation.sqli.com/index.php/fre/Les-cons%C3%A9quences/Les-paradis-fiscaux>

La lutte contre la corruption

Fin du diaporama.

En espérant que cet exposé vous aura intéressé et vous aidera.

Pour toute question à l'auteur de ce diaporama, contacter :

Benjamin LISAN

16 rue de la Fontaine du But, 75018 PARIS, France.

Tél. +(33).6.16.55.09.84

Email : benjamin.lisan2@aliceadsl.fr

Pouvez retrouver ce document à télécharger sur ces sites :

- <http://benjamin.lisan.free.fr/developpementdurable/menuDevDurable.htm>
- www.developpementdurable.asso.st

